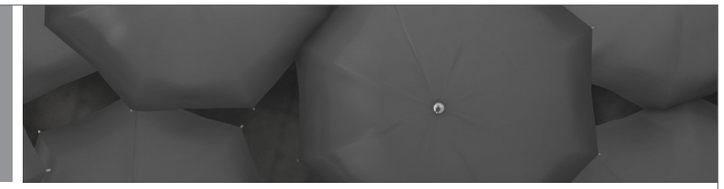

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS TOME 2

LES DONNÉES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC FONT L'OBJET D'UNE PRÉSENTATION DISTINCTE

AVRIL 2017

Québec

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS **2017-2018** TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – **2E GROUPE DE L'OPPOSITION**	RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
1	Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2016-2017, indiquer : a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ; b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ; c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.	**8**	**-**
2	Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2016-2017. Indiquer : a) le lieu ; b) le coût ; c) la ou les dates de participation ; d) le nombre de participants ; e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; f) le nom de la formation ou de l'activité.	**16**	**-**
3	Sommes dépensées en 2016-2017 (et prévisions pour 2017-2018) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	**1**	**-**
4	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2016-2017, en indiquant pour chacun : a) son mandat ; b) la liste des membres ; c) le budget dépensé ; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.	**4**	**-**
5	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2016-2017 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.	**11 et 12**	**-**

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS **2017-2018** TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – **2E GROUPE DE L'OPPOSITION**	RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
6	Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compressions de dépenses, reçue par le ministère ou l'organisme qui en relève en 2016-2017. Fournir l'ensemble des échanges, correspondances ou autres à ce sujet. Fournir également la ventilation de toutes les compressions financières réalisées et à venir du ministère et des organismes qui en relèvent dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2015-2016 et 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.	**13**	**-**
7	Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2016-2017, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.	**14**	**-**
8	Nombre total d'avis, juridiques et autres, commandés en 2016-2017 par le ministère ou le cabinet du ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.	**-**	**1**
9	Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2016-2017. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.	**-**	**2**
10	Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2016-2017.	**-**	**17**
11	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2016-2017 : a) la liste de tous les concours et tirages réalisés ; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin.	**-**	**22**
12	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018 : • le nom de toutes les campagnes; • les coûts de ces campagnes; • le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ; • les dates de diffusion de la campagne; • les objectifs visés par chaque campagne.	**-**	**23**
13	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2016-2017 : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé. Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.	**22**	**-**

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS **2017-2018** TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – **2E GROUPE DE L'OPPOSITION**	RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
14	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2016-2017: a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes; d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2016-2017 au sein de la Direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées. e) le montant total des sommes investies en 2016-2017 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.	**-**	**25**
15	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le nombre d'ETC affectés et les coûts reliés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires (incluant les réponses aux questions et les présences en commission parlementaire).	**-**	**32**
16	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour chacune des années 2011-2012 à 2016-2017, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2017-2018.	**-**	**33**
17	Le nombre d'effectifs affectés à la patrouille de la cybercriminalité, leur rémunération, ainsi que le coût du module de cybercrime de la Sûreté du ·Québec (SQ) pour 2015-2016 et 2016-2017. Prévisions pour 2017-2018. Préciser le poste de chacun des effectifs et sa provenance.	**SQ**	**-**
18	Le total et le détail des sommes dépensées pour la lutte aux gangs de rues pour 2015-2016 et 2016-2017 et au cours des trois années financières précédentes, ventilé par région et par corps de police. Prévisions pour 2017-2018.	**SQ**	**-**
19	Le nombre d'effectifs impliqués dans la lutte aux gangs de rues, divisés par postes, et leur rémunération pour les périodes 2015-2016 et 2016-2017. Prévisions pour 2017-2018.	**-**	**36**
20	Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition en 2015-2016 et 2016-2017.	**85**	**-**
21	Le nombre et le montant des fraudes électroniques pour 2015-2016 et 2016-2017.	**84**	**-**
22	Le nombre et la valeur des saisies du tabac de contrebande pour 2016-2017.	**90**	**-**
23	La valeur réellement récupérée des amendes données en lien avec les saisies du tabac de contrebande pour 2016-2017.	**-**	**37**
24	Concernant les crimes à caractère sexuel, fournir pour chaque année depuis 2006 : a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces de police; b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation ; c) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des condamnations criminelles.	**-**	**38**
25	Bilan de l'ensemble des actions posées dans le cadre de la Campagne de sensibilisation gouvernementale sur les agressions sexuelles. Fournir : a) description des actions posées, pour chaque phase ; b) les coûts engendrés, pour chaque phase ; c) le nombre d'appels et de dénonciations reçus sur la ligne d'aide téléphonique sans frais.	**-**	**40**

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS **2017-2018** TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – **2E GROUPE DE L'OPPOSITION**	RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
26	Concernant l'unité permanente anticorruption : a) ventilation détaillée des effectifs par poste, selon l'organisme dont ils proviennent; b) Le budget ventilé de l'Unité permanente anticorruption pour 2016-2017; c) le détail des coûts engendrés par ses activités ; d) le nombre de procureurs dédiés exclusivement à ses dossiers; e) le nombre de dossiers actifs faisant l'objet d'une enquête; f) Le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées; g) Nombre de personnes affectées à l'unité, par poste (équivalent ETC); h) La liste complète des tâches du commissaire de l'UPAC; i) Le bilan des activités de l'UPAC.	**18**	**-**
27	Copie des études, scénarios et /ou analyse réalisés depuis le 31 mars 2012 concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs et programmes du ministère et/ou des organismes relevants de celui-ci.	**2**	**-**
28	Sommes dépensées en 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 (prévisions pour 2017-2018) par le ministère (et tout organisme sous sa responsabilité) pour le Système intégré d'information de justice. Préciser les étapes réalisées, les étapes à venir et les dates prévues pour l'implantation partielle puis totale du système.	**20**	**-**
29	Pour chaque année, depuis 2004-2005, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés du ministère et les organismes dépendants du ministère et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.)	**-**	**41**
30	Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2006, et prévisions pour 2017-2018.	**93**	**-**
31	Liste et copie des études et analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers.	**92**	**-**
32	Liste et copie des études et analyses faites ou commandées concernant la prostitution et la prostitution juvénile.	**-**	**42**
33	Liste et copie des études et analyses faites ou commandées concernant la corruption et la collusion.	**-**	**43**
34	Budget du Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale depuis 2004-2005, par année.	**137**	**-**
35	État d'avancement de la mise sur pied du Bureau des enquêtes indépendantes (BEI) institué par le projet de loi n°12 en mai 2013.	**-**	**44**
36	Effectifs du Bureau des enquêtes indépendantes en 2016-2017 et ceux prévus pour 2017-2018.	**142 et 143**	**-**
37	Dépenses autorisées pour le Bureau des enquêtes indépendantes en 2016-2017 et celles prévues pour 2017-2018 (salaires et fonctionnement).	**140 et 141**	**-**
38	Dépenses autorisées en 2015-2016 et 2016-2017 en lien avec le registre des armes à feu. Fournir également toute évaluation réalisée par le ministère concernant les coûts d'un registre.	**-**	**45**
39	Dépenses autorisées en 2015-2016 et 2016-2017 en lien avec le projet Sentinelle et un état de situation du projet.	**20**	**-**

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS **2017-2018** TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – **2E GROUPE DE L'OPPOSITION**	RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
40	Le nombre d'effectifs (ETC) attitré à la gestion du Fonds vert au sein du Ministère en 2016-2017, ventilé par poste. Fournir la masse salariale totale.	**-**	**46**
41	Le total des sommes dépensées ou octroyées sous forme d'aides financières par le Ministère par l'entremise du Fonds vert en 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 ventilés par programmes inscrit dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, le cas échéant.	**-**	**47**
42	La liste de tous les projets qui ont bénéficié d'une aide financière par l'entremise du Fonds vert, en 2015-2016 et 2016-2017 avec mention : a) de la description du projet ; b) de l'entreprise, de l'organisme ou de l'institution bénéficiaire; c) du programme concerné, le cas échéant ; d) du montant déboursé ; e) de la date du déboursement ; f) de l'objectif poursuivi en termes de réduction des GES. Pour chacun de ces projets, fournir le cas échéant une copie de la décision rendue par le Ministère, comprenant les critères de sélection et les exigences relatives. Pour chacun de ces projets, fournir le cas échéant une copie de l'évaluation du projet et des résultats obtenus, notamment en termes de réduction des GES.	**-**	**48**
43	Concernant la gestion du Fonds vert par le Ministère, fournir pour 2016-2017 : a) Le cadre de gestion utilisé; b) La grille d'évaluation des projets; c) Les objectifs poursuivis.	**-**	**49**
44	Toute étude ou analyse démontrant que la réduction du taux d'encadrement que causera l'abolition de 150 postes d'officiers (par attrition) en 2016-2017 n'affectera pas la qualité des services rendus par la Sûreté du Québec ni sa capacité à pleinement remplir sa mission.	**SQ**	**-**
45	Toute étude ou analyse en vue de la refonte des 10 districts administratifs actuels.	**SQ**	**-**
46	Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 décembre 2016, répartis par district et par quart de travail. Préciser le nombre d'effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.	**SQ**	**-**
47	La répartition par catégories (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc., pour policiers et cadres, professionnels, techniciens, etc., pour les civils) au 31 mars 2017.	**34 et SQ**	**-**
48	La liste des dirigeants de la Sûreté du Québec, leur rémunération respective pour la période 2015-2016 et 2016-2017, ainsi que les augmentations et bonis prévus.	**SQ**	**-**
49	Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2017.	**35 et SQ**	**-**

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS **2017-2018** TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – **2E GROUPE DE L'OPPOSITION**	RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
50	Le nombre d'effectifs affectés aux patrouilles autoroutières répartis par districts et par quart de travail pour 2016-2017. Comparer avec les effectifs des trois années financières précédentes. Prévisions pour 2017-2018.	**SQ**	**-**
51	La liste et le détail des dépenses effectuées dans le cadre du registre des armes à feu en 2016-2017. Prévisions pour 2017-2018.	**31 et SQ**	**-**
52	Le nombre de véhicules de la SQ répartis par catégorie (automobiles, camions, minibus, motocyclettes, hélicoptères, motoneiges, etc.) et par district au 31 mars 2016.	**SQ**	**-**
53	L'investissement pour la période 2015-2016 et 2016-2017 en véhicules, par catégorie (automobiles, camions, minibus, motocyclettes, hélicoptères, motoneiges, etc.) et par district, et prévisions pour 2017-2018.	**SQ**	**-**
54	Liste des MRC et municipalités desservies par la SQ et les montants facturés à chacune d'elles pour 2016-2017.	**81**	**-**
55	La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction provinciaux/municipaux, vérification technique, capacités affaiblies, conduite dangereuse, etc.) en 2015-2016 et 2016-2017.	**36 et SQ**	**-**
56	Le nombre et la nature des constats d'infraction émis par les policiers de la SQ en 2016-2017: a) sur les routes entretenues par le ministère des Transports ; b) sur les routes entretenues par une municipalité. Ventiler également par une distinction entre les constats d'infraction émis sur le réseau autoroutier et en dehors du réseau autoroutier.	**36 et SQ**	**-**
57	Au 31 mars 2017, ventilation par poste des effectifs des huit Escouades régionales mixtes de lutte au crime organisé et des Escouades spéciales d'enquête ainsi que le budget annuel accordé.	**SQ**	**-**
58	Toute étude et analyse en vue de la réduction du nombre d'escouades régionales mixtes de lutte au crime organisé en 2017-2018.	**SQ**	**-**
59	Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire en 2015-2016 et 2016-2017.	**38 et SQ**	**-**
60	La répartition par poste des nouveaux officiers et agents de la SQ embauchés en 2016-2017 avec leur profil de formation. Comparer et ventiler avec les trois années financières précédentes. Prévisions pour 2017-2018.	**SQ**	**-**
61	La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs en 2015-2016 et 2016-2017, ainsi que les augmentations prévues.	**40 et SQ**	**-**
62	Le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crimes (contre la personne, contre la propriété, drogue et autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour 2015-2016 et 2016-2017.	**80**	**-**
63	Le délai moyen des traitements de plaintes pour agression sexuelle en 2016-2017.	**43 et SQ**	**-**
64	Le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour 2015-2016 et 2016-2017.	**44 et SQ**	**-**
65	Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2015-2016 et 2016-2017, et les prévisions pour 2017-2018.	**81**	**-**
66	Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste et au total à la SQ en 2015-2016 et 2016-2017.	**SQ**	**-**

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS **2017-2018** TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – **2E GROUPE DE L'OPPOSITION**	RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
67	Effectifs policiers affectés à des tâches dites « municipales » dans des municipalités ayant plus de 50 000 habitants. (Drummondville, Shawinigan , etc.)	**39 et SQ**	**-**
68	Ensemble des modalités de redéploiement des effectifs de la Sûreté du Québec qui sera entamé.	**SQ**	**-**
69	Mise à jour du rapport sur les vols de métaux au Québec : état de situation en 2011 et application tactique, ou toute note ou analyse illustrant un état de situation plus à jour.	**SQ**	**-**
70	Concernant l'investissement de 6,1 M$ annoncé le 4 novembre 2015 sur les mesures en vue d'améliorer les conditions de vie des femmes autochtones, fournir les informations suivantes : a) l'enveloppe totale fournie par le MSP sur ce montant; b) la liste des programmes à partir desquels ces sommes ont été dépensées avec le montant pour lequel chacun est responsable; c) les projets auxquels cette enveloppe est assignée; d) l'échéance fixée pour chaque projet; e) l'état d'avancement des travaux pour chaque projet; f) les résultats détaillés pour chaque projet, s'il y a lieu.	**-**	**50**
71	Le nombre de policiers de la SQ et les sommes allouées affectées aux réserves autochtones ventilé par réserve depuis 2014.	**SQ**	**-**
72	La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.	**-**	**51**
73	Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2017, répartis par corps de police municipal.	**-**	**62**
74	La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, la population desservie, le coût annuel ainsi que les districts couverts.	**78**	**-**
75	La liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal ou qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers ou qui ont opté pour la Sûreté du Québec. Fournir également la copie de toute étude concernant le déséquilibre fiscal existant entre les municipalités ayant leur propre corps de police et celles desservies par la Sûreté du Québec.	**82**	**-**
76	État d'avancement détaillé de la mise en oeuvre de chacune des recommandations contenues dans le rapport d'enquête administrative concernant l'évasion par hélicoptère de l'établissement de détention de Québec le 7 juin 2014.	**-**	**64**
77	Les effectifs de la Direction générale des services correctionnels, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour 2015-2016 et 2016-2017.	**70**	**-**
78	La capacité d'accueil, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque établissement de détention pour 2015-2016 et 2016-2017.	**52** *(et 65)*	**-**
79	Le nombre de places occupées pour chaque centre de détention au 31 mars 2016.	**59**	**-**

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS **2017-2018** TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – **2E GROUPE DE L'OPPOSITION**	RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
80	La répartition de la population carcérale par catégorie de crimes (meurtre, vol, viol, drogue, etc.) pour chaque centre de détention au 31 mars 2016.	**-**	**67**
81	La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.	**60**	**-**
82	Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque établissement de détention pour 2015-2016 et 2016-2017.	**61**	**-**
83	Les effectifs (par catégorie d'emplois et hommes/femmes) ainsi que la masse salariale, par centre de détention pour 2015-2016 et 2016-2017.	**70**	**-**
84	Le nombre d'absences temporaires accordées par détenu, par centre de détention et par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) pour 2015-2016 et 2016-2017.	**66**	**-**
85	Répartition de la durée totale et de la durée moyenne des octrois d'absences temporaires par centre de détention pour 2015-2016 et 2016-2017.	**67**	**-**
86	Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque établissement de détention pour la 2015-2016 et 2016-2017.	**68**	**-**
87	Le ratio d'heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé pour chaque région administrative pour 2015-2016 et 2016-2017.	**69**	**-**
88	Nombre d'agents de surveillance affectés aux suivis en milieu ouvert et à toute autre surveillance de personnes contrevenantes en période de probation, ventilé selon le type de surveillance et par région, pour 2015-2016 et 2016-2017.	**71 et 72**	**-**
89	Nombre de dossiers concernant les criminels évadés ou en liberté illégale. Fournir le nombre et le pourcentage de ces dossiers et/ou criminels résolus pour les périodes 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017.	**64**	**-**
90	Nombre de détenus et de prévenus libérés par erreur depuis 2006-2007, ventilé par année et par établissement de détention (distinguer détenus et prévenus). Préciser le délai moyen (jours) entre la sortie et le retour en détention.	**62**	**-**
91	Le nombre de détenus et de prévenus évadés d'un établissement de détention en 2015-2016 et 2016-2017 (distinguer détenus et prévenus). Préciser le délai moyen (jours) entre l'évasion et le retour en détention.	**63**	**-**
92	Le nombre de permissions de sortir accordées par détenu, par établissement de détention et par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) pour les périodes 2015-2016 et 2016-2017.	**66**	**-**
93	Répartition de la durée des octrois des permissions de sortir par établissement de détention pour les périodes 2015-2016 et 2016-2017.	**67**	**-**

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS **2017-2018** TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – **2E GROUPE DE L'OPPOSITION**	RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
94	Produire le plan triennal d'immobilisation (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours des exercices 2015-2016 et 2016-2017, respectivement. Fournir l'échéancier complet pour chaque projet (qu'il s'agisse de rénovation ou de nouvelle construction).	**83**	**-**
95	Détail des activités de réinsertion pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Préciser pour chaque prison les dépenses requises et les revenus engendrés par celles-ci, les salaires donnés aux détenus et le total de la rémunération versée aux détenus.	**-**	**68**
96	Les rapports annuels (états financiers) du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale institué en vertu de la Loi sur les services correctionnels, pour les années 2012-2013 à 2016-2017. Justifier les différentes charges relatives à la gestion du Fonds (honoraires professionnels, déplacements, etc.).	**-**	**72**
97	Le nombre de détenus, par établissement de détention, évalués avant le sixième de leur peine en 2015-2016 et 2016-2017.	**-**	**73**
98	Les résultats et rapports relatifs au projet-pilote mettant en oeuvre de nouvelles modalités d'évaluation de la réinsertion sociale des détenus en janvier 2013, visant à permettre de diminuer le temps de production des évaluations et ainsi d'augmenter le nombre d'évaluations produites, tout en s'assurant de leur qualité.	**-**	**74**
99	Les conclusions ou l'état d'avancement de la révision des différents outils d'évaluation et des modalités d'évaluation des personnes condamnées à des peines de moins de six mois.	**-**	**75**
100	Pour 2015-2016 et 2016-2017, le nombre de détenus, par établissement de détention, recevant des prestations de la CNESST suite à une blessure à l'emploi d'un Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.	**-**	**76**
101	Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste et au total des agents correctionnels (ASC) pour les années 2015-2016 et 2016-2017.	**-**	**77**
102	Le nombre et les coûts des transferts de détenus entre les centres de détention pour les années 2015-2016 et 2016-2017. Ventilation par centre de détention.	**-**	**78**
103	Le nombre et les coûts des transferts de détenus et de prévenus entre les centres de détention et les palais de Justice (pour comparution) pour les périodes 2015-2016 et 2016-2017. Ventilation par centre de détention.	**-**	**79**
104	Le nombre et le coût des installations modulaires (temporaires ou permanentes) et des roulottes dans les prisons pour 2016-2017. Ventiler par centre de détention.	**73**	**-**
105	Le nombre d'inspections cellulaires, le nombre de saisies effectuées, la liste des effets saisis pour 2016-2017. Ventilé par centre de détention.	**-**	**80**
106	Échéancier complet et actualisé et coûts totaux et par unité (cellule) relativement à la construction des établissements de détention de Sorel, de Roberval, d'Amos et de Sept-Îles. État d'avancement de chacun des projets.	**83**	**-**
107	Efforts déployés pour maximiser le nombre de personnes contrevenantes pouvant fréquenter le centre Kapatakan Gilles Jourdain dont la capacité est de 20 lits.	**-**	**82**
108	Nombre total de personnes ayant fréquenté le centre Kapatak an Gilles Jourdain en 2015-2016 et en 2016-2017.	**-**	**83**

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS **2017-2018** TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – **2E GROUPE DE L'OPPOSITION**	RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
109	Pour les années 2012 à aujourd'hui, les diètes religieuses accordées aux détenus; le nombre de repas, leur coût unitaire et le coût total pour les repas casher et les repas halal.	**-**	**84**
110	Nombre d'incidents impliquant des drones répertoriés 2015-2016 et 2016-2017 par établissements de détention.	**-**	**85**
111	Nombre de détenus ayant bénéficié de traitements de zoothérapie dans chacun des établissements de détention, pour chaque année depuis l'instauration de ce traitement et la durée de chacun des traitements offerts par détenu	**-**	**86**
112	Ventilation de l'aide financière octroyée par le ministère lors de sinistre, par région, par programme, par événement et par type de bénéficiaire (citoyens, municipalités, organismes, entreprises) pour 2016-2017.	**-**	**87**
113	État d'avancement de la mise en oeuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024. Indiquer le budget et l'effectif prévus pour sa mise en oeuvre pour 2016-2017.	**98**	**-**
114	La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué en 2015-2016 et 2016-2017.	**96**	**-**
115	État de situation sur la stratégie du ministère au regard de l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème pour 2016-2017.	**15**	**-**
116	Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l' obligation et à l'implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.	**-**	**94**
117	Détail de l'état de préparation du ministère pour le support, l'accompagnement et/ou l'arrimage avec les municipalités de plus de 100 000 habitants lors de sinistres majeurs.	**-**	**97**
118	Échéancier et copie de la refonte (et des modifications) de la loi sur la sécurité civile.	**-**	**98**
119	Description des postes des employés des directions et bureaux régionaux de la sécurité civile.	**-**	**99**
120	Liste des règlements découlant de la Loi sur la sécurité civile.	**-**	**100**
121	Les effectifs de l'École nationale de police du Québec, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2016-2017.	**121**	**-**
122	La liste des cours offerts par l'École nationale de police du Québec ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.	**123**	**-**
123	La liste des conditions et des tests requis pour être admissible à l'École nationale de police du Québec et pour y graduer.	**124**	**-**
124	La liste et la description des efforts de réduction de dépenses effectuées par l'École nationale de police à la demande du Conseil du trésor pour 2015-2016 et 2016-2017 Prévisions pour 2017-2018.	**-**	**101**
125	Les effectifs du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d ·emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2016-2017.	**106**	**-**
126	La liste des dirigeants du Commissaire à la déontologie policière, leur rémunération respective pour 2015-2016 et 2016-2017, ainsi que les augmentations et bonis versés et/ou prévus.	**107**	**-**

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS **2017-2018** TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – **2E GROUPE DE L'OPPOSITION**	RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
127	La répartition des plaintes adressées au Commissaire par corps policier et constable spécial pour 2015-2016 et 2016-2017 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel par corps policier.	**108**	**-**
128	La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le Commissaire pour 2015-2016 et 2016-2017, ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.	**109**	**-**
129	Liste des motifs invoqués pour le refus de plaintes par le Commissaire et nombre de plaintes refusées par motif en 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017.	**110**	**-**
130	La liste des dirigeants du Comité, leur rémunération respective pour 2016-2017, ainsi que les augmentations et bonis prévus.	**112**	**-**
131	Le nombre de dossiers reçus pour 2016-2017, par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux).	**113**	**-**
132	Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2017, par catégorie et par origine.	**114**	**-**
133	Le délai moyen pour le traitement d'un dossier pour les années 2015-2016 et 2016-2017.	**115**	**-**
134	État de la mise en oeuvre des modifications législatives à la Loi sur la police, dont le nombre de demandes d'excuses, le nombre de dossiers à l'étude, etc.	**-**	**103**
135	Pour 2015-2016 et 2016-2017, et pour les six années précédentes, le nombre d'enquêtes déclenchées par le ministre après qu'une personne autre qu'un policier en devoir, soit décédée ou ait subie une blessure grave ou ait été blessée par une arme à feu utilisée par un policier, lors d'une intervention policière ou lors de sa détention par un corps de police.	**-**	**104**
136	Copie des recommandations émises par les coroners, en 2016-2017, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes et suivi donné à ces recommandations.	**99**	**-**
137	Les effectifs du Bureau du coroner, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2016-2017.	**100**	**-**
138	La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour 2016-2017 ainsi que les augmentations prévues et les bonis et primes reçues au cours d'une même période.	**101**	**-**
139	L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés en 2016-2017, ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.	**102**	**-**
140	La liste des enquêtes terminées en 2016-2017 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur responsable du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de remise du rapport).	**103**	**-**
141	La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2016 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur responsable du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.	**104**	**-**
142	Copie des directives envoyées par le Bureau du coroner en chef à tous les coroners pour 2016-2017.	**105**	**-**
143	Les délais d'investigation et de traitement des dossiers.	**-**	**105**
144	État d'avancement des recommandations formulées par le Protecteur du citoyen, notamment en ce qui concerne les délais d'investigation.	**-**	**107**
145	Les effectifs de la CQLC, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2016-2017.	**116**	**-**

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS **2017-2018** TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – **2E GROUPE DE L'OPPOSITION**	RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
146	La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la Commission pour 2016-2017, incluant leur Curriculum Vitae, leur traitement annuel et la date de la fin de leur mandat, ainsi que les augmentations et bonis prévus.	**117**	**-**
147	La répartition des décisions prises par la Commission pour 2016-2017 (permissions de sortir préparatoire à la libération conditionnelle, libérations conditionnelles et permission de sortir pour visite à la famille avec ou sans audiences, programme de semi-liberté et programme d'appel en matière d'absence temporaire).	**118**	**-**
148	La répartition territoriale, par établissement de détention, des renonciations et des décis ions de la Commission pour 2016-2017.	**119**	**-**
149	Copie d'entente(s) conclue(s) avec la Commission nationale des libérations conditionnelles (fédéral) concernant l'échange d'information contenue dans les dossiers des détenus.	**120**	**-**
150	Mesures mises en oeuvre par la CQLC pour maximiser le nombre de personnes pouvant fréquenter le centre Kapatakan Gilles Jourdain dont la capacité est de 20 lits.	**-**	**108**
151	Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard pour 2015-2016 et 2016-2017.	**135**	**-**
152	Les effectifs de la RACJ par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2016-2017.	**126**	**-**
153	La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour 2016-2017, ainsi que les augmentations prévues. Préciser pour chacun la date d'entrée en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche.	**127**	**-**
154	Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps policiers mandatés, pour chaque secteur d'activités pour 2016-2017.	**128**	**-**
155	Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués pour 2016-2017, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	**129**	**-**
156	Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour 2016-2017, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	**130**	**-**
157	Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour 2016-2017.	**131**	**-**
158	Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris et de demandes de réciprocité accordées pour 2016-2017.	**133**	**-**
159	Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activités pour 2016-2017, ainsi que le résultat de la décision.	**130**	**-**
160	Nombre de salles de bingo ayant fermé leurs portes en 2016-2017.	**128**	**-**
161	Nombre de plaintes en relation avec des concours sexuels dégradants pour la gent féminine dans des bars ou clubs en 2016-2017.	**136**	**-**
162	Depuis 2006, le nombre de contrôles antidopage effectués par la RACJ, un organisme affilié ou des employés, le nombre positif, les sanctions liées, les heures et lieux des contrôles. Ventilé par sport.	**-**	**109**

NUMÉRO	ÉTUDE DES CRÉDITS **2017-2018** TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – **2E GROUPE DE L'OPPOSITION**	RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ	PAGE
163	Les revenus découlant du nouveau Règlement sur les systèmes de loteries et aux Règles sur les systèmes de loteries entreront en vigueur pour autoriser la mise sur pied et l'exploitation des tirages moitié-moitié sous l'égide d'une licence délivrée par la Régie des alcools, des courses et des jeux.	**-**	**110**
164	Pour chaque corps de police autochtone reconnu par le gouvernement du Québec, indiquer les montants transmis par année financière pour les années 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017. Inclure également les prévisions pour 2017-2018.	**78**	**-**
165	Pour chaque corps de police non autochtone du Québec, pour les années 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017, indiquer les coûts et le nombre d'interventions conduites en territoire autochtone. Séparer ces données entre les interventions ayant eu lieu sur des territoires couverts par des corps de police autochtone de celles ayant eu lieu hors de ces territoires.	**-**	**111**
166	Fournir la planification des sommes assignées à la transition vers la SQ des tâches et responsabilités du corps de police de Mashteuiatsh pour 2017-2018 dans le contexte de l'abolition du service de police de la réserve prévue pour le 31 mars 2016.	**-**	**112**
167	Concernant le rapport du Protecteur du citoyen sur les conditions de détention du Nunavik publié le 18 février 2016, fournir les budgets et les ETC prévus en 2017-2018 pour mettre en oeuvre les recommandations. Fournir également tout plan d'action et échéancier prévu par le ministère ou le gouvernement.	**-**	**113**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 8 : **Nombre total d'avis, juridiques et autres, commandés en 2016-2017 par le ministère ou le cabinet du ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.**

Avis juridiques internes d'un ministère
La *Loi sur le ministère de la Justice* prévoit que le ministre de la Justice est le jurisconsulte du lieutenant-gouverneur et le membre jurisconsulte du Conseil exécutif du Québec. C'est à ce titre qu'il donne ses avis juridiques aux divers ministères.

Les avis juridiques demandés par un ministère ou le cabinet du ministère sont protégés par le secret professionnel en vertu de l'article 9 de la *Charte des droits et libertés de la personne*.

Dans le cas des ministères, le droit au secret professionnel appartient au gouvernement qui seul peut y renoncer. Le ministère ou ministre, qui a demandé un avis juridique, ne peut prendre la décision de renoncer à la protection du secret professionnel au nom du gouvernement. Selon la pratique traditionnelle établie, c'est le ministre de la Justice qui gère cette situation pour assurer la cohérence des dossiers juridiques et qui prend la décision de rendre accessibles les renseignements protégés, en concertation avec les ministères concernés.

Généralement, le ministre de la Justice ne renonce pas à la protection du secret professionnel parce que la diffusion des avis juridiques risquerait de nuire sérieusement aux intérêts de l'État. En effet, la communication des avis juridiques pourrait causer préjudice à des politiques gouvernementales, à des procédures judiciaires actuellement en cours ainsi qu'aux moyens de défense du procureur général du Québec ou à d'autres intérêts de l'État.

De plus, les ministres sont invités à être prudents quant à l'existence même des avis juridiques puisque l'article 214 du *Règlement de l'Assemblée nationale* prévoit que lorsqu'un ministre cite, même en partie, un document, tout député peut lui demander de le déposer immédiatement. Le ministre doit s'exécuter, sauf s'il juge que cela serait contraire à l'intérêt public.

Pour ces raisons, le ministère ou le cabinet ne peut donner suite à la demande de communiquer les informations requises sur les avis juridiques internes commandés en 2016-2017 dans le cadre de l'Étude des crédits.

Avis juridiques internes d'un organisme
Les avis juridiques produits par les organismes sont pareillement protégés par le secret professionnel et seul l'organisme/client peut renoncer à leur divulgation.

Avis juridiques externes
Les avis juridiques produits dans le cadre d'un contrat de services juridiques conclu entre un avocat ou un notaire de la pratique privée et un ministère ou un organisme sont protégés par le secret professionnel. Seules les informations qui ont fait l'objet d'une renonciation au secret professionnel peuvent être divulguées.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION **- 01.01**

QUESTION 9 : **Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2016-2017. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.**

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS
Traduction - Guide d'enquête	Anglocom inc.	477
Traduction - Note à l'intention des directeurs de corps de police	Anglocom inc.	63
Traduction - Pratiques policières	Anglocom inc.	279
Traduction - Révision en anglais du message test Québec En Alerte	Anglocom inc.	60
Traduction - Pratiques policières	Anglocom inc.	410
Traduction - Rapport de Me Fannie Lafontaine	Anglocom inc.	20 159
Traduction - Note à l'intention des directeurs de corps de police	Anglocom inc.	95
Traduction - Pratiques policières	Anglocom inc.	1 591
Traduction - Note à l'intention des directeurs de police	Anglocom inc.	86
Traduction - Affiche pour les Services d'urgence en milieu isolé	Anglocom inc.	60

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION **- 01.01**

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2016-2017. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS
Traduction - Note de rappel	Anglocom inc.	60
Traduction - Extraits de l'allocution du ministre dans le cadre de la Conférence conjointe Canada-Etats-Unis du 18 au 22 mai en Montérégie	Anglocom inc.	80
Traduction - Note à l'intention des directeurs de police	Anglocom inc.	198
Traduction - Note à l'intention des directeurs de police	Anglocom inc.	60
Traduction - Note à l'intention des directeurs de police	Anglocom inc.	69
Traduction - Mandat du Comité de travail sur la solution immobilière	Anglocom inc.	83
Traduction - Pratiques policières	Anglocom inc.	1 368
Traduction - Note à l'intention des directeurs de corps de police	Anglocom inc.	68
Traduction - Pratiques policières	Anglocom inc.	291
Traduction - Note à l'intention des directeurs de police	Anglocom inc.	60

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION **- 01.01**

QUESTION 9 : **Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2016-2017. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.**

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS
Traduction - Note à l'intention des directeurs de police	Anglocom inc.	60
Traduction - Note à l'intention des directeurs de police	Anglocom inc.	60
Traduction - Note du Directeur général des services correctionnels aux personnes incarcérées	Anglocom inc.	60
Traduction - Code de civilité au secteur alimentaire	Anglocom inc.	60
Traduction - Note à l'intention des directeurs de corps de police	Anglocom inc.	63
Traduction - Note à l'intention des directeurs de police	Anglocom inc.	93
Traduction - Note à l'intention des directeurs de police	Anglocom inc.	60
Traduction - Présentation à l'intention des chefs de police autochtones sur l'immatriculation des armes à feu sans restriction au Québec	Anglocom inc.	336
Traduction - Note à l'intention des directeurs de police	Anglocom inc.	143
Traduction - Note à l'intention des directeurs de police	Anglocom inc.	84

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION **- 01.01**

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2016-2017. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS
Traduction - Note à l'intention des directeurs de police	Anglocom inc.	101
Traduction - Note à l'intention des directeurs de police	Anglocom inc.	60
Traduction - Feuillet d'information remis aux personnes incarcérées	Anglocom inc.	163
Traduction - Note à l'intention des directeurs de police - Semaine de la prévention de la criminalité	Anglocom inc.	60
Traduction - Communiqué aux directeurs de police	Anglocom inc.	127
Traduction - Note à l'intention des directeurs de police	Anglocom inc.	101
Traduction - Note à l'intention des directeurs de police	Anglocom inc.	228
Traduction - Questionnaire sommaire relatif à la santé des personnes incarcérées	Anglocom inc.	73
Traduction - Communiqué intitulé *Rapport spécial de la protectrice du citoyen concernant les conditions de détention, l'administration de la justice et la prévention de la criminalité au Nunavik*	Anglocom inc.	230
Traduction - Plan d'action découlant du Rapport spécial du Protecteur du citoyen	Anglocom inc.	963
Traduction - Note à l'intention des directeurs de police	Anglocom inc.	60

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION **- 01.01**

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2016-2017. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS
Traduction - Note à l'intention des directeurs de police	Anglocom inc.	72
Traduction - Formulaire de réclamation des particuliers et guide de réclamation Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents	Anglocom inc.	1 462
Traduction - Note à l'intention des directeurs de police - Journée de reconnaissance policière 2017	Anglocom inc.	89
Traduction - Note à l'intention des directeurs de police	Anglocom inc.	165
Traduction - Déclaration de services aux citoyens (page Web)	Anglocom inc.	284
Traduction - Note à l'intention des directeurs de police	Anglocom inc.	156
Traduction - Note aux directeurs	Anglocom inc.	60
Traduction - Note à l'intention des directeurs de police	Anglocom inc.	155
Traduction - Modèle de lettre portant sur le partage des produits de la criminalité	Anglocom inc.	60

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION **- 01.01**

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2016-2017. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS
Traduction - 2 notes de la sous-ministre associée	Anglocom inc.	416
Traduction - Note à l'intention des directeurs de police	Anglocom inc.	60
Traduction - Note à l'intention des directeurs de police	Anglocom inc.	60
Traduction - Note à l'intention des directeurs de police	Anglocom inc.	60
Traduction - Communiqué aux directeurs des corps de police	Anglocom inc.	83
Traduction - Note à l'intention des directeurs de police	Anglocom inc.	103
Traduction - Mot du ministre pour la brochure de l'International Police Association	Anglocom inc.	62
Traduction - Lettre : info visites aux personnes incarcérées de l'Établissement de détention de Hull	Anglocom inc.	126
Traduction - Note à l'intention des directeurs de police	Anglocom inc.	60
Transcription en alphabet phonétique international d'environ 300 toponymes	Edgar inc.	543

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION **- 01.01**

QUESTION 9 : **Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2016-2017. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.**

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS
Traduction en Inuktitut - 3 dépliants	Keleutak, Harriet	3 180
Traduction en Inuktitut - Plan d'action Protecteur du citoyen	Keleutak, Harriet	1 177
Traduction en algonquien - Sommaire exécutif du rapport de l'observatrice civile indépendante	Services linguistiques Versacom inc.	2 768

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES **- 03.02**

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2016-2017. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS ($)
Traduction - Documents divers	Traduction Amérique	512
Traduction - 20 décisions	Traduction Amérique	7 216

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES **- 03.07**

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2016-2017. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS/CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS ($)
Page d'accueil du site internet du BEI	Anglocom	60
Deux politiques	Anglocom	300

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX **- 03.01**

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2016-2017. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS ($)
Traduction - Règles et règlements	CSPQ - Publications du Québec	387

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER **- 03.03**

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2016-2017. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS ($)
Services de traduction d'un rapport d'enquête du français à l'innu	Hélène St-Onge	9 019
Traduction - 44 rapports d'investigation et d'enquête et 3 documents	Centre de services partagés du Québec	17 076

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DES POMPIERS DU QUÉBEC

QUESTION 9 : **Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2016-2017. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.**

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS ($)
Training - Firefighter	Centre de services partagés du Québec	14 891 $
Matières dangereuses (10 documents)		4 455 $
Sécurité incendie pompiers en détresse		1 770 $
NFPA 1001 et 472 - Matières dangereuses		3 450 $
Total		**24 566 $**

pour la période du 1er avril 2016 au 28 février 2017

Note: L'ENPompiersQ a utilisé les services du Centre de Services Partagés du Québec - traduction (CSPQ) pour ses travaux de traduction.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : LABORATOIRE DE SCIENCES JUDICIAIRES ET DE MÉDECINE LÉGALE · **01.03**

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes 2016-2017. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS ($)
Traduction - Un rapport	Traduction Guy Demers inc.	1 560

La période concernée est du 1er avril 2016 au 28 février 2017

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE **- 03.04**

QUESTION 9 : **Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2016-2017. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.**

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS ($)
Traduction - 181 Décisions	Traduction Amériques	13 032
Traduction - 5 Lettres	Traduction Amériques	269
Traduction - 2 Demandes d'accès à l'information	Traduction Amériques	32

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION **- 03.06**

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2016-2017. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS/CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS ($)
Traduction Français-Anglais de la présentation au ICCLR (Vancouver)	Edgar Inc.	195
Services d'interprétation visuelle	Service d'Interprétation Visuelle et Tactile du Montréal-Métropolitain	495

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION **- 01.01**

QUESTION 10 : **Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2016-2017.**

ADRESSE	NATURE DE LA DEMANDE
Amos, 851, 3e Rue Ouest	Déménagement de l'établissement de détention actuel vers le nouvel établissement
Amos, 32, 7e Rue Ouest	Location de nouveaux bureaux (équipe de transition du nouvel établissement de détention)
Amos, 851, 3e Rue Ouest	Étude sur l'état des bâtiments modulaires
Baie-Comeau, 71, avenue Mance	Réaménagement des locaux de la DSPJ
Baie-Comeau, 71, avenue Mance	Travaux de réparation
Montréal, 11900, avenue Armand-Chaput	Travaux aux fenêtres de cellules pour contrer l'entrée de matière illicite par drône
Roberval, 555, boul. Horace-J.-Beemer	Travaux de réparation
Sept-Îles, 65, boul. Vigneault	Déménagement de l'établissement de détention actuel vers le nouvel établissement
Sorel-Tracy, 400, rue Auber	Déménagement de l'établissement de détention actuel vers le nouvel établissement

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX **- 03.01**

QUESTION 10 : **Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par contrats ou sous-contrats, en 2016-2017.**

ADRESSE	NATURE DE LA DEMANDE
1, rue Notre-Dame Est, 9e étage, Montréal (Québec) H2Y 1B6	Installation d'une nouvelle distributrice d'eau potable alimentée par l'aqueduc

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES– **03.02**

QUESTION 10 : Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2016-2017.

ADRESSES	NATURE DE LA DEMANDE
300, boul. Jean-Lesage, Québec (Québec) G1K 8K6	Déplacement et ajout de colonnettes
1, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1B6	Plaquettes d'identification
1, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1B6	Réaménagement du local 11.40G
1, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1B6	Insonorisation des locaux de visio-conférence

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER **- 03.03**

QUESTION 10 : Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2016-2017.

ADRESSES	NATURE DE LA DEMANDE
1701, rue Parthenais, Montréal (Québec) H2K 3S7 (morgue de Montréal)	Estimation pour l'installation d'une batterie de secours (UPS) à la morgue
1685, boul. Wilfrid-Hamel, Québec (Québec) G1N 3Y7 (morgue de Québec)	Signalisation à la morgue de Québec
1701, rue Parthenais, Montréal (Québec) H2K 3S7 (morgue de Montréal)	Aménagement d'un poste de travail dans le garage de la morgue
1685, boul.Wilfrid-Hamel, Québec (Québec) G1N 3Y7 (morgue de Québec)	Réparation du robinet de la cuve (salle d'examens externes)
1701, rue Parthenais, Montréal (Québec) H2K 3S7 (morgue de Montréal)	Nettoyage et désinfection des chambres froides

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE**- 03.04**

QUESTION 10 : Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2016-2017.

ADRESSES	NATURE DE LA DEMANDE
454 Place Jacques Cartier, 5e étage (Montréal) H2Y 3B3	Mandat de relocalisation du bureau

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE **- 01.05**

QUESTION 11 : **Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2016-2017 :**
a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
d) la liste des concours qui ont pris fin.

a) Concours « Pompiers en action »

b) Le concours « Pompiers en action » consiste, pour les participants, à soumettre une ou plusieurs photos de pompiers en action. Le prix dont bénéficient les gagnants du concours est de voir leur(s) photo(s) publiée(s) dans l'édition annuelle du rapport « La Sécurité incendie au Québec et Statistiques sur les incendies déclarés ». Les gagnants voient la qualité de leur travail reconnue dans une publication gouvernementale et les pompiers, sujets des clichés soumis, obtiennent la reconnaissance ministérielle accordée à leur travail.

c) Les photos transmises au ministère de la Sécurité publique dans le cadre du Concours « Pompiers en action » contribuent à produire une publication statistique attrayante. Elle se démarque par son esthétisme, confirmé par l'appréciation exprimée par les principaux intervenants. Grâce aux participants du concours, le ministère peut présenter des images d'interventions réelles illustrant toute la complexité des tâches accomplies par les pompiers et ce, à coût nul.

d) S/O

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018 :
- **le nom de toutes les campagnes;**
- **les coûts de ces campagnes;**
- **le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;**
- **les dates de diffusion de la campagne;**
- **les objectifs visés par chaque campagne.**

LISTE DES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION	FOURNISSEURS	COÛT ($)
Semaine de la sécurité civile 2016 - *La nature ne pardonne pas! Ne soyez pas à sa merci!* Du 1er au 7 mai 2016 **Objectif général :** Sensibiliser les citoyens au fait qu'ils doivent être les premiers responsables de leur sécurité et de celle de leur famille.	Placement média : Facebook CSPQ (La Presse, Québecor Ventes Média, Radio Canada Web, Télé-Québec Web)	14 761,00
Semaine de la prévention des incendies 2016 - *C'est dans la cuisine que ça se passe! - Le combat des chefs* Du 9 au 15 octobre 2016 **Objectif général :** Inciter la population à plus de prudence à l'égard des dangers d'incendie qui nous guettent dans une cuisine.	ATPIQ Facebook CSPQ Deschamps impression inc.	59 138,00
Campagne Noël Prévention des incendies 2016 Du 9 au 16 décembre 2016 **Objectif général :** Sensibiliser la population, et plus particulièrement les familles québécoises, à l'importance de développer de bons comportements en vue de prévenir les incendies et d'être en mesure de réagir adéquatement advenant un tel sinistre.	Facebook	151,00

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018 :
• le nom de toutes les campagnes;
• les coûts de ces campagnes;
• le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;
• les dates de diffusion de la campagne;
• les objectifs visés par chaque campagne.

LISTE DES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION	FOURNISSEURS	COÛT ($)
Campagne recrutement d'agents des services correctionnels 21 janvier 2017 **Objectif général :** Recrutement	Facebook	43,00
Semaine de la prévention de la criminalité 2016 - *Ensemble agissons* Du 6 au 12 novembre 2016 **Objectif général :** Sensibiliser la population aux enjeux de sécurité et à l'importance de contribuer à prévenir la criminalité.	Travaux entièrement faits à l'interne	0,00

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2e GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 14 : **Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2016-2017 :**
a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes;
d) le total des sommes investies en veille médiatique, ventilé par poste de dépenses (revue de presse, analyse de presse, etc.), les firmes externes ou consultants engagés à cette fin, ainsi que les sujets qui font ou ont fait l'objet d'une veille médiatique.
e) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2016-2017 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

a) Depuis le 1er avril 2015, l'ensemble des employés des directions des communications est désormais sous la responsabilité du Secrétariat à la communication gouvernementale. À noter également que depuis le 21 mars 2016, les employés de la Direction des communications du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) et du ministère de la Sécurité publique (MSP) ont été regroupés sous la même direction. 14 membres du personnel sont affectés au secteur des Affaires publiques pour le MAMOT-MSP.

b) Il n'y a pas de montant spécifique attribué à ce secteur. Les dépenses effectuées sont pour l'organisation d'événements, de campagnes, de salons ou celles liées à la revue de presse, à la transcription ou à la diffusion de communiqués.

c) Les rencontres, pour la plupart, ont trait aux comités de travail du Secrétariat à la communication gouvernementale ainsi qu'à l'organisation d'événements.

d) Communication DEMO :

Revue de presse électronique et les transcriptions :	13 341 $
Revue de presse écrite :	28 739 $
CEDROM-SNI (Eureka cc) - Abonnement au service de base de données médias	10 692 $

e) Voir réponse au point d). Il nous est impossible de distinguer les montants investis par le cabinet du reste du ministère. Les factures sont globales et payées centralement.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2e GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX **- 03.01**

QUESTION 14 : **Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2016-2017 :**
a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes;
d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2016-2017 au sein de la Direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
e) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2016-2017 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

a) Deux employés

b) 135 283 $

c) S/O

d) Nous utilisons les services de veille et revue de presse de Demo Communication via le MSP. Aucun sujet particulier n'a fait l'objet d'une veille à notre demande.

e) S/O

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2e GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER – **03.03**

QUESTION 14 : **Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2016-2017 :**
a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes;
d) le total des sommes investies en veille médiatique, ventilé par poste de dépenses (revue de presse, analyse de presse, etc.), les firmes externes ou consultants engagés à cette fin, ainsi que les sujets qui font ou ont fait l'objet d'une veille médiatique.
e) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2016-2017 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du fournisseur de services et le détail des factures payées.

a) Deux employées (dont une en poste depuis mai 2016).

b) Dépenses totalisant 111 338 $

c) 3 mai 2016: rencontre des ministères et organismes portant sur le dépôt de la nouvelle stratégie gouvernementale en matière de développement durable.
29 septembre 2016: exposant au Colloque interprofessionnel en traumatologie, à Montréal.
27 et 28 octobre 2016: exposant au congrès de l'Association des médecins d'urgence du Québec, à Beaupré.
8 au 10 juin 2016: colloque annuel de formation du Bureau du coroner, à l'École nationale de police du Québec, à Nicolet.
13 au 15 janvier 2017: rencontre avec les membres de la communauté innue pour leur présenter le rapport d'enquête du coroner Me Bernard Lefrançois sur cinq suicides survenus en 2015 à Uashat Mak Mani-Utenam. Cette rencontre a été suivie d'une conférence de presse soulignant le dépôt du rapport.

d) Aucune. Nous utilisons les services de veille et revue de presse de Demo Communication par l'entremise du MSP. Aucun sujet particulier n'a fait l'objet d'une veille à notre demande.

e) S/O

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2e GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE **- 03.05**

QUESTION 14 : **Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2016-2017 :**
a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes;
d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2016-2017 au sein de la Direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
e) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2016-2017 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

a) Un employé de l'organisme est affecté aux communications et / ou affaires publiques lorsqu'une situation le nécessite.

b) Aucun

c) Aucun

d) Aucune. Nous utilisons les services de veille et de revue de presse de Demo communication par l'entremise du MSP.

e) S/O

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2e GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE **- 03.04**

QUESTION 14 : **Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2016-2017 :**
a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes;
d) le total des sommes investies en veille médiatique, ventilé par poste de dépenses (revue de presse, analyse de presse, etc.), les firmes externes ou consultants engagés à cette fin, ainsi que les sujets qui font ou ont fait l'objet d'une veille médiatique.
e) le montant total des sommes investies en veille médiatique au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

a) Une employée dont les dossiers d'affaires publiques constituent environ 5% de la charge de travail.

b) Aucun

c) Aucun

d) Aucune. Nous utilisons les services de veille et de revue de presse de Demo Communication par l'entremise du MSP.

e) S/O

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2e GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES **- 03.07**

QUESTION 14 : **Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2016-2017 :**
a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes;
d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2016-2017 au sein de la Direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées. **e) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2016-2017 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**

a) Deux employés

b) Dépenses totalisant 11 534 $

c) Aucune rencontre

d) Firme externe : ADN5 Média
Revue de presse : 12 403 $
Sujets faisant l'objet d'une veille BEI, enquêtes indépendantes, opérations policières

e) S/O

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2e GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION **- 03.06**

QUESTION 14 : **Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2016-2017 :**
a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes;
d) le total des sommes investies en veille médiatique, ventilé par poste de dépenses (revue de presse, analyse de presse, etc.), les firmes externes ou consultants engagés à cette fin, ainsi que les sujets qui font ou ont fait l'objet d'une veille médiatique.
e) le montant total des sommes investies en veille médiatique 2016-2017 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

a) Trois employés.

b) Dépenses totalisant: 31 817 $

c) Aucune.

d) Un montant de 22 634 $ a été investi en veille médiatique, ce montant est réparti entre ADN5 Média Inc. (3 000$) et Communication Démo. Inc. (19 634$)

e) S/O

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2e GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 15 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le nombre d'ETC affectés et les coûts reliés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires (incluant les réponses aux questions et les présences en commission parlementaire).

Le ministère ne dispose pas des systèmes d'information lui permettant de répondre à cette question.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - **03.01**

QUESTION 16 : **Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour chacune des années 2011-2012 à 2016-2017, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2017-2018.**

L'âge des créances et/ou amendes à recouvrer	2011-2012 $	2012-2013 $	2013-2014 $	2014-2015 $	2015-2016 $	2016-2017 $
Moins d'un an	293 079	340 299	547 345	352 219	320 013	376 850
1-2 ans	36 013	25 512	38 925	8 145	46 961	21 118
+ de 2 ans	170 677	178 496	186 570	210 052	212 821	100 665
Total	499 769	544 307	772 840	570 416	579 795	498 633

Pour chacune des années les moyens entrepris pour recouvrer les sommes sont les suivants:

Relevé de compte mensuel, Lettre de recouvrement, Téléphone, Certificat d'exigibilité, Hypothèque légale

Prévisions 2017-2018 : 549 615

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

Pour les réponses aux questions **17,18, 44, 45, 46, 48, 50, 52, 53, 57, 58, 59, 60, 66, 67, 68, 69 et 71** du 2e groupe de l'opposition, voir le cahier de la Sûreté du Québec.

QUESTION 17 :	**Le nombre d'effectifs affectés à la patrouille de la cybercriminalité, leur rémunération, ainsi que le coût du module de cybercrime de la Sûreté du Québec (SQ) pour 2015-2016 et 2016-2017. Prévisions pour 2017-2018. Préciser le poste de chacun des effectifs et sa provenance.**
QUESTION 18:	**Le total et le détail des sommes dépensées pour la lutte aux gangs de rues pour 2015-2016 et 2016-2017 et au cours des trois années financières précédentes, ventilé par région et par corps de police. Prévisions pour 2017-2018.**
QUESTION 44 :	**Toute étude ou analyse démontrant que la réduction du taux d'encadrement que causera l'abolition de 150 postes d'officiers (par attrition) en 2016-2017 n'affectera pas la qualité des services rendus par la Sûreté du Québec ni sa capacité à pleinement remplir sa mission.**
QUESTION 45 :	**Toute étude ou analyse en vue de la refonte des 10 districts administratifs actuels.**
QUESTION 46 :	**Le nombre d'effectifs (po liciers/civils) au 31 décembre 2016, répartis par district et par quart de travail. Préciser le nombre d'effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.**
QUESTION 48 :	**La liste des dirigeants de la Sûreté du Québec, leur rémunération respective pour la période 2015-2016 et 2016-2017, ainsi que les augmentations et bonis prévus.**
QUESTION 50 :	**Le nombre d'effectifs affectés aux patrouilles autoroutières répartis par districts et par quart de travail pour 2015-2016 et 2016-2017. Comparer avec les effectifs des trois années financières précédentes. Prévisions pour 2017-2018.**
QUESTION 52 :	**Le nombre de véhicules de la SQ répartis par catégorie (automobiles, camions, minibus, motocyclettes, hélicoptères, motoneiges, etc.) et par district au 31 mars 2016.**
QUESTION 53 :	**L'investissement pour la période 2015-2016 et 2016-2017 en véhicules, par catégorie (automobiles, camions, minibus, motocyclettes, hélicoptères, motoneiges, etc.) et par district, et prévisions pour 2017-2018.**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

QUESTION 57 :	**Au 31 mars 2017, ventilation par poste des effectifs des huit Escouades régionales mixtes de lutte au crime organisé et des Escouades spéciales d'enquête ainsi que le budget annuel accordé.**
QUESTION 58 :	**Toute étude et analyse en vue de la réduction du le nombre d'escouades régionales mixtes de lutte au crime organisé en 2017-2018.**
QUESTION 59 :	**Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire en 2015-2016 et 2016-2017.**
QUESTION 60 :	**La répartition par poste des nouveaux officiers et agents de la SQ embauchés en 2016-2017 avec leur profil de formation. Comparer et ventiler avec les trois années financières précédentes. Prévisions pour 2017-2018.**
QUESTION 66 :	**Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste de travail à la SQ en 2015-2016 et 2016-2017.**
QUESTION 67 :	**Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste et au total à la SQ en 2015-2016 et 2016-2017.**
QUESTION 68 :	**Ensemble des modalités de redéploiement des effectifs de la Sûreté du Québec qui sera entamé.**
QUESTION 69 :	**Mise à jour du rapport sur les vols de métaux au Québec : état de situation en 2011 et application tactique, ou toute note ou analyse illustrant un état de situation plus à jour.**
QUESTION 71 :	**Le nombre de policiers de la SQ et les sommes allouées affectées aux réserves autochtones par réserve depuis 2014.**

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 19 : Le nombre d'effectifs impliqués dans la lutte aux gangs de rues, divisés par postes, et leur rémunération pour les périodes 2015-2016 et 2016-2017. Prévisions pour 2017-2018.

Sous réserve des différentes obligations prévues selon leur niveau de service, les corps de police du Québec ont tous le mandat d'enquêter sur la criminalité reliée aux gangs de rue. Le MSP ne détient cependant pas de renseignements particuliers sur l'effectif affecté spécifiquement à la lutte contre les gangs de rue dans les différents corps de police du Québec, ni leur rémunération.

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 23 : La valeur réellement récupérée des amendes données en lien avec les saisies du tabac de contrebande pour 2016-2017.

Le ministère de la Sécurité publique (MSP) dispose des données sur le montant des amendes imposées à la suite d'un jugement en matière de contrebande de tabac. Ces données lui sont transmises par Revenu Québec dans le cadre du programme ACCES Tabac.

Année financière	2016-2017[1]
Amendes imposées	29,5 M$

Le MSP ne dispose cependant pas des données sur le montant des amendes encaissées.

[1] Les données pour l'exercice 2016-2017 sont pour la période du 1er avril au 31 décembre 2016.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION **-01.04**

QUESTION 24 : Concernant les crimes à caractère sexuel, fournir pour chaque année depuis 2006 * :
a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces de police;
b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation ;
c) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des condamnations criminelles.

a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces de police :

NOMBRE D'INFRACTIONS SEXUELLES ENREGISTRÉES PAR LES CORPS POLICIERS

CATÉGORIES D'INFRACTIONS	2009	2010	2011	2012	2013	2014a	2015p
TOTAL	**5 240**	**5 408**	**4 930**	**5 281**	**5 407**	**5 261**	**5 806**
Agressions sexuelles graves	25	34	17	28	17	19	32
Agressions sexuelles armées	54	66	62	60	45	49	91
Agressions sexuelles simples	4 084	4 104	3 643	3 779	3 704	3 474	3 747
Total des agressions sexuelles	***4 163***	***4 204***	***3 722***	***3 867***	***3 766***	***3 542***	***3 870***
Autres infractions d'ordre sexuel [1]	1 077	1 204	1 208	1 414	1 641	1 719	1 936

Données 2016 non disponibles. Le traitement des données 2016 sera effectué en avril 2017.
a : données actualisées
p : données provisoires
[1] Les autres infractions d'ordre sexuel regroupent les contacts sexuels, l'incitation à des contacts sexuels, l'exploitation sexuelle, l'inceste, les relations sexuelles anales non consentantes ou entre personnes de moins de 18 ans, la bestialité, la corruption d'enfants, le leurre d'un enfant au moyen d'un ordinateur, le voyeurisme, la publication non consensuelle d'une image intime et le fait de rendre accessible à un enfant du matériel explicitement explicite.
Source : Ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (programme DUC 2).
La publicaiton concernant les infractions sexuelles 2015 est en voie d'approbation par les autorités ministérielles
* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieur.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION **-01.04**

QUESTION 24 : Concernant les crimes à caractère sexuel, fournir pour chaque année depuis 2006 * :
a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces de police;
b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation ;
c) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des condamnations criminelles.

b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation :

INFRACTIONS SEXUELLES ENREGISTRÉES PAR LES CORPS POLICIERS SELON LE TYPE DE CLASSEMENT

TYPE DE CLASSEMENT	2009	2010	2011	2012	2013	2014a	2015p
TOTAL	**5 240**	**5 408**	**4 930**	**5 281**	**5 407**	**5 261**	**5 806**
Classées par mise en accusation	1 613	1 607	1 614	1 779	2 031	1 944	1 747
Classées sans mise en accusation	1 592	1 495	1 582	1 566	1 655	1 468	1 094
Infractions classées	*3 205*	*3 102*	*3 196*	*3 345*	*3 686*	*3 412*	*2 841*
Infractions non classées	2 035	2 306	1 734	1 936	1 721	1 849	2 965

TYPE DE CLASSEMENT	2009	2010	2011	2012	2013	2014a	2015p
TOTAL	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**
Classées par mise en accusation	30,8%	29,7%	32,7%	33,7%	37,6%	37,0%	30,1%
Classées sans mise en accusation	30,4%	27,6%	32,1%	29,7%	30,6%	27,9%	18,8%
Infractions classées	*61,2%*	*57,4%*	*64,8%*	*63,3%*	*68,2%*	*64,9%*	*48,9%*
Infractions non classées	38,8%	42,6%	35,2%	36,7%	31,8%	35,1%	51,1%

Données 2016 non disponibles. Le traitement des données 2016 sera effectué en avril 2017.
a : données actualisées
p : données provisoires
Source : Ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (programme DUC 2).

c) nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des accusations criminelles :

Les données Programme DUC 2 ne permettent pas de fournir ces données. Cette question relève du ministère de la Justice du Québec.

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 25 : **Bilan de l'ensemble des actions posées dans le cadre de la Campagne de sensibilisation gouvernementale sur les agressions sexuelles. Fournir :**
a) description des actions posées, pour chaque phase ;
b) les coûts engendrés, pour chaque phase ;
c) le nombre d' appels et de dénonciations reçus sur la ligne d'aide téléphonique sans frais.

La *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles* prévoit la réalisation de campagnes de sensibilisation aux violences sexuelles. Cette mesure étant sous la responsabilité du Secrétariat à la condition féminine, le ministère de la Sécurité publique ne détient pas l'information.

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 29 :	**Pour chaque année, depuis 2004-2005, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés du ministère et les organismes dépendants du ministère et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.).**

Le ministère ne dispose pas des systèmes d'information lui permettant de répondre à cette question.

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 32 : Liste et copie des études et analyses faites ou commandées concernant la prostitution et la prostitution juvénile.
AUCUNE

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 33 : Liste et copie des études et analyses faites ou commandées concernant la corruption et la collusion.
AUCUNE.

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES – 03.07

QUESTION 35 : État d'avancement de la mise sur pied du Bureau des enquêtes indépendantes (BEI) institué par le projet de loi n°12 en mai 2013.

Le Bureau des enquêtes indépendantes est en opération depuis le 27 juin 2016. En date du 28 février 2017, il a pris charge de 26 enquêtes indépendantes.

Depuis octobre 2016, le MSP transmet automatiquement toutes les allégations d'inconduite à caractère sexuel commise par des policiers dans le cadre de leurs fonctions. En date du 28 février 2017, le BEI avait pris charge de 7 enquêtes de cette nature.

Le BEI compte maintenant une unité d'enquête de 22 personnes, soit 1 superviseur coordonnateur, 2 superviseurs et 19 enquêteurs. L'équipe administrative compte 8 personnes, soit, outre la directrice et le directeur adjoint, un conseiller juridique, une attachée d'administation, 2 conseillers aux communications, 1 technicienne en administration et 1 agente de bureau. Il est à noter qu'un appel de candidatures a été fait en décembre 2016 en vue de combler le poste de directeur adjoint vacant depuis le 28 novembre 2016.

Le BEI utilise son site Web et Twitter pour informer le public du déroulement d'une enquête, obligation qui lui est imposée par le Règlement sur le déroulement des enquêtes.

14 des 22 personnes formant l'unité d'enquête ont complété leur formation générale et spécialisée en matière de crimes à caractère sexuel. Les 8 autres personnes devraient également avoir terminé à la fin de l'année 2017. Les obligations prévues au Règlement sur la procédure de sélection et sur la formation des enquêteurs du Bureau des enquêtes indépendantes auront donc été respectées dans les délais.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2e GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 38 : **Dépenses autorisées en 2015-2016 et 2016-2017 en lien avec le registre des armes à feu. Fournir également toute évaluation réalisée par le ministère concernant les coûts d'un registre.**

Année	Dépenses autorisées	Détail de la dépense
2015-2016	-	Des ressources internes du ministère ont travaillé sur ce dossier.
2016-2017	1 325,0 k$	Élaboration du dossier d'affaires et développement du système informatique.

Selon les dernières estimations, le coût pour la création et la mise en place du Système d'immatriculation des armes à feu du Québec serait au plus de 21 M$, incluant le développement de la solution informatique et la première année d'opérations. Quant aux coûts liés aux opérations annuelles subséquentes, ils sont estimés entre 4 et 5 M$.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE **- 01.05**

QUESTION 40 : Le nombre d'effectifs (ETC) attitré à la gestion du Fonds vert au sein du Ministère en 2016-2017, ventilé par poste. Fournir la masse salariale totale.

La gestion du Fonds vert est une responsabilité du MDDELCC. Cependant, le MSP a sous sa responsabilité sept sous-actions dont les projets visent uniquement l'adaptation de la société québécoise face aux impacts anticipés des changements climatiques du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC 2013-2020). Le nombre d'effectifs attitré à ces sous-actions se ventile ainsi :

1,50 ETC : agent de recherche et de planification socio-économique
0,25 ETC : technicien en administration
0,25 ETC : gestionnaire cadre

Total des ETC : 2
Masse salariale : 160 933 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE **- 01.05**

QUESTION 41 : Le total des sommes dépensées ou octroyées sous forme d'aides financières par le Ministère par l'entremise du Fonds vert en 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017, ventilés par programmes inscrit dans le cadre du Plan d 'action 2013-2020 sur les changements climatiques, le cas échéant.

Le MSP ne gère pas de programme associé au Fonds vert. Par contre, sept sous-actions visant un objectif général d'adaptation de la société québécoise face aux impacts anticipés des changements climatiques du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC 2013-2020) sont sous la responsabilité du MSP. Il est à noter que ces sous-actions sont mises en oeuvre depuis 2014-2015.

Pour les sept sous-actions du PACC 2013-2020 sous la responsabilité du MSP, un montant de 1 214 300 $ (provenant du Fonds vert) a été déboursé pour l'année financière 2014-2015, un montant de 3 525 400 $ (provenant du Fonds vert) a été déboursé pour l'année financière 2015-2016, et un montant de 4 743 958 $ (provenant du Fonds vert) a été déboursé pour l'année financière 2016-2017.

Le tableau de la question 28 de l'opposition détaille les sommes octroyées pour ces sous-actions.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE **- 01.05**

QUESTION 42 : **La liste de tous les projets qui ont bénéficié d'une aide financière par l'entremise du Fonds vert, en 2015-2016 et 2016-2017 avec mention :**
a) de la description du projet ;
b) de l'entreprise, de l'organisme ou de l'institution bénéficiaire;
c) du programme concerné, le cas échéant ;
d) du montant déboursé ;
e) de la date du déboursement ;
f) de l'objectif poursuivi en termes de réduction des GES.
Pour chacun de ces projets fournir le cas échéant une copie de la décision rendue par le Ministère, comprenant les critères de sélection et les exigences relatives.
Pour chacun de ces projets fournir le cas échéant une copie de l'évaluation du projet et des résultats obtenus, notamment en termes de réduction des GES.

Dans le cadre du PACC 2013-2020, les sous-actions sous la responsabilité du MSP visent un objectif général d'adaptation de la société québécoise face aux impacts anticipés des changements climatiques. Danc ce contexte, la sous-question f) est sans objet.

Pour chacun de ces projets, fournir le cas échéant une copie de la décision rendue par le Ministère, comprenant les critères de sélection et les exigences relatives :

Une entente administrative, conclue entre le MDDELCC et le MSP en vue d'édicter les règles de gestion des 7 sous-actions du PACC 2013-2020 sous la responsabilité du MSP, a été signée le 27 mars 2015. Le fonctionnement pour l'approbation des projets sous la responsabilité du MSP est le suivant : avant la mise en oeuvre d'une sous-action, une fiche descriptive des projets de cette sous-action est soumise au MDDELCC pour approbation et validation de leur adéquation avec la mesure du PACC correspondante. En ce qui concerne les sous-actions en lien avec la prévention des risques naturels (3.2, 6.2.3 et 6.2.4 du PACC 2013-2020), afin de s'assurer de la cohérence des actions gouvernementales à réaliser en prévention des risques naturels, le MSP coordonne le Comité sur la prévention des sinistres naturels (comité directeur) relevant de l'Organisation de la sécurité civile du Québec. Ce comité directeur est composé aussi du MAMOT, du MDDELCC, du MFFP, du MERN et du MTMDET. Le comité directeur approuve et fait le suivi des projets. Les critères de sélection pour ces sous-actions sont les mêmes que pour les projets financés par le Cadre pour la prévention de sinistres. La gestion des sous-actions 1.2.2, 3.1 et 3.3 est réalisée par le MSP en collaboration avec le MDDELCC. Pour la sous-action 2.3, les projets sont en développement. Ils ne sont pas rendus à l'étape d'approbation.

La liste des projets sous la responsabilité du ministère de la Sécurité publique ayant bénéficié d'une aide financière par l'entremise du Fonds vert est présenté en annexe (voir fichier QP1-28 Annexe_Mesure PACC_V_DPP.xls).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE **- 01.05**

QUESTION 43 : Concernant la gestion du Fonds vert par le Ministère, fournir pour 2016-2017 :
a) Le cadre de gestion utilisé;
b) La grille d'évaluation des projets;
c) Les objectifs poursuivis.

a) et b) La gestion du Fonds vert est une responsabilité du MDDELCC. Par contre, pour les sous-actions en adaptation aux changements climatiques du PACC 2013-2020 sous la responsabilité du MSP, le fonctionnement est le suivant : avant la mise en oeuvre d'une sous-action, une fiche descriptive des projets de cette sous-action est soumise au MDDELCC pour approbation et validation de leur adéquation avec la mesure du PACC correspondante. De plus, afin de s'assurer de la cohérence des actions gouvernementales à réaliser en prévention des risques naturels, le MSP coordonne le Comité directeur en prévention des sinistres relevant de l'Organisation de sécurité civile du Québec. Ce Comité directeur est composé aussi du MAMOT, du MDDELCC, du MFFP et du MTMDET. Le Comité directeur approuve et fait le suivi des projets en lien avec les sous-actions 3.2, 6.2.3 et 6.2.4 du PACC 2013-2020. Les critères de sélection pour ces sous-actions sont les mêmes que pour les projets financés par le Cadre pour la prévention de sinistres. La gestion des sous-actions 1.2.2, 3.1 et 3.3 est réalisée par le MSP en collaboration avec le MDDELCC. Pour la sous-action 2.3, les projets sont en développement. Ils ne sont pas rendus à l'étape d'approbation.

c) Dans le cadre du PACC 2013-2020, les sous-actions sous la responsabilité du MSP visent un objectif général d'adaptation de la société québécoise face aux impacts anticipés des changements climatiques. Le libellé des actions, des sous-actions et des projets décrit les objectifs spécifiques poursuivis (voir le tableau à la question 42 du 2 e groupe de l'opposition).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2e GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 70 : **Concernant l'investissement de 6,1 M$ annoncé le 4 novembre 2015 sur les mesures en vue d'améliorer les conditions de vie des femmes autochtones, fournir les informations suivantes :**
a) l'enveloppe totale fournie par le MSP sur ce montant;
b) la liste des programmes à partir desquels ces sommes ont été dépensées avec le montant pour lequel chacun est responsable;
c) les projets auxquels cette enveloppe est assignée;
d) l'échéance fixée pour chaque projet;
e) l'état d'avancement des travaux pour chaque projet;
f) les résultats détaillés pour chaque projet, s'il y a lieu.

a) L'investissement de 6,1 M$ annoncé le 4 novembre 2015 n'inclut pas les mesures sous la responsabilité du ministère de la Sécurité publique (MSP) et de la Sûreté du Québec (SQ). Pour plus de détails sur l'investissement de 6,1 M$, veuillez vous référer à l'étude des crédits du ministère du Conseil exécutif.

b) c) d) e) Non
f) applicable

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION **-01.04**

QUESTION 72 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

LISTE DES SERVICES DE POLICE MUNICIPAUX (31 décembre 2015)

B - CORPS DE POLICE MUNICIPAUX À DESSERTE MULTIPLE

Corps de police	Population du décret 1125-2015	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance)[1]	Municipalités desservies	Population du décret 1125-2015
Châteauguay	78 835	2	68	Beauharnois	12 703
				Châteauguay	48 153
				Léry	2 428
				Mercier	12 872
				Saint-Isidore (paroisse)	2 679
L'Assomption	25 337	2	24	L'Assomption	21 925
				Saint-Sulpice	3 412
Longueuil	419 677	3	359	Boucherville	41 877
				Brossard	86 054
				Longueuil	242 701
				Saint-Bruno-de-Montarville	26 886
				Saint-Lambert (ville)	22 159
Memphrémagog (régie)	34 693	1	36	Austin	1 532
				Magog	26 522
				Orford	4 138
				Sainte-Catherine de Hatley	2 501

Il s'agit des données de 2015 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données 2016 seront traitées à partir de mai 2017.

[1] Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION **-01.04**

QUESTION 72 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

Services de police	Population du décret 1125-2015	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance)[1]	Municipalités desservies	Population du décret 1125-2015
Mirabel	64 626	2	41	Mirabel	49 216
				Saint-Colomban	15 410
Montréal	1 997 706	5	2 968	Baie D'Urfé	3 900
				Beaconsfield	19 801
				Côte-Saint-Luc	33 847
				Dollard-des-Ormeaux	50 789
				Dorval	19 426
				Hampstead	7 279
				Kirkland	21 270
				L'Île-Dorval	5
				Montréal	1 753 034
				Montréal-Est	3 846
				Montréal-Ouest	5 212
				Mont-Royal	20 869
				Pointe-Claire	31 898
				Sainte-Anne-de-Bellevue	4 980
				Senneville	929
				Westmount	20 621
Mont-Tremblant	9 684	1	28	Lac-Tremblant-Nord	64
				Mont-Tremblant	9 620

Il s'agit des données de 2015 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données 2016 seront traitées à partir de mai 2017.

[1] Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION **-01.04**

QUESTION 72 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

Services de police	Population du décret 1125-2015	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance)[1]	Municipalités desservies	Population du décret 1125-2015
MRC Les Colline-de-l'Outaouais	49 507	2	40	Cantley	10 842
				Chealsea	7 039
				L'Ange-Gardien (82005)	5 546
				La Pêche	7 903
				Notre-Dame-de-la-Salette	747
				Pontiac	5 878
				Val-des-Monts	11 552
Québec	577 493	4	540	L'Ancienne-Lorette	17 096
				Notre-Dame-des-Anges	326
				Québec	540 994
				Saint-Augustin-Desmaures	19 077
Lac des Deux-Montagnes (régie)	48 951	2	37	Deux-Montagnes	17 858
				Pointe-Calumet	6 542
				Sainte-Marthe-sur-le-Lac	17 910
				Saint-Joseph-du-Lac	6 641
Roussillon (régie)	105 444	2	81	Candiac	20 858
				Delson	7 632
				La Prairie	24 467
				Saint-Constant	27 145
				Sainte-Catherine	17 198
				Saint-Mathieu	1 976
				Saint-Philippe	6 168

Il s'agit des données de 2015 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données 2016 seront traitées à partir de mai 2017.

[1] Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION **-01.04**

QUESTION 72 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

Services de police	Population du décret 1125-2015	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance)[1]	Municipalités desservies	Population du décret 1125-2015
Repentigny	89 908	2	92	Charlemagne	6 046
				Repentigny	83 862
Richelieu / Saint-Laurent (régie)	203 031	2	167	Beloeil	21 998
				Calixa-Lavallée	502
				Carignan	8 896
				Chambly	28 521
				Contrecoeur	7 515
				McMasterville	5 690
				Mont-Saint-Hilaire	18 845
				Otterburn Park	8 387
				Richelieu	5 505
				Saint-Amable	12 124
				Saint-Basile-le-Grand	17 008
				Sainte-Julie	30 130
				Saint-Jean-Baptiste	3 184
				Saint-Mathias-sur-Richelieu	4 599
				Saint-Mathieu-de-Beloeil	2 782
				Varennes	21 524
				Verchères	5 821
Saguenay	147 212	2	131	Larouche	1 362
				Saguenay	145 850
Terrebonne	136 981	2	114	Bois-des-Filion	9 756
				Sainte-Anne-des-Plaines	15 034
				Terrebonne	112 191

Il s'agit des données de 2015 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données 2016 seront traitées à partir de mai 2017.

[1] Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION **-01.04**

QUESTION 72 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

Services de police	Population du décret 1125-2015	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance)[1]	Municipalités desservies	Population du décret 1125-2015 [1]
Thérèse-De Blainville (régie)	77 691	2	81	Boisbriand	27 358
				Lorraine	9 404
				Rosemère	14 337
				Sainte-Thérèse	26 592

Nombre de CPM :	**16**	**4 807**	**Population totale :**	**4 066 776**
			Nombre de municipalités dess	**86**

Il s'agit des données de 2015 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données 2016 seront traitées à partir de mai 2017.

[1] Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 72 : **La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.**

LISTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX (31 décembre 2015)

A - CORPS DE POLICE MUNICIPAUX À DESSERTE UNIQUE

Corps de police	Population du décret 1125-2015	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance)[1]
Blainville	56 552	2	53
Bromont	8 900	1	15
Gatineau	278 589	3	262
Granby	66 535	1	56
Laval	424 203	3	313
Lévis	144 147	2	118
Mascouche	46 895	2	48
Saint-Eustache	44 916	2	39
Saint-Jean-sur-Richelieu	95 139	1	82
Saint-Jérôme	74 055	1	81
Sherbrooke	163 623	2	159
Thetford Mines	25 626	1	24
Trois-Rivières	135 054	2	115

Population totale :	**1 564 234**	
Nombre de policiers permanents (surveillance):		**1 365**
Nombre de CPM :	**13**	

Il s'agit des données de 2015 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2016 seront traitées à partir de mai 2017.

[1] *Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.*

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION **-01.04**

QUESTION 72 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

LISTE DES SERVICES DE POLICE MUNICIPAUX (31 décembre 2015)

B - CORPS DE POLICE MUNICIPAUX À DESSERTE MULTIPLE

Corps de police	Population du décret 1125-2015	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance)[1]	Municipalités desservies	Population du décret 1125-2015
Châteauguay	78 835	2	68	Beauharnois	12 703
				Châteauguay	48 153
				Léry	2 428
				Mercier	12 872
				Saint-Isidore (paroisse)	2 679
L'Assomption	25 337	2	24	L'Assomption	21 925
				Saint-Sulpice	3 412
Longueuil	419 677	3	359	Boucherville	41 877
				Brossard	86 054
				Longueuil	242 701
				Saint-Bruno-de-Montarville	26 886
				Saint-Lambert (ville)	22 159
Memphrémagog (régie)	34 693	1	36	Austin	1 532
				Magog	26 522
				Orford	4 138
				Sainte-Catherine de Hatley	2 501

Il s'agit des données de 2015 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données 2016 seront traitées à partir de mai 2017.

[1] Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION **-01.04**

QUESTION 72 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

Services de police	Population du décret 1125-2015	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance)[1]	Municipalités desservies	Population du décret 1125-2015
Mirabel	64 626	2	41	Mirabel	49 216
				Saint-Colomban	15 410
Montréal	1 997 706	5	2 968	Baie D'Urfé	3 900
				Beaconsfield	19 801
				Côte-Saint-Luc	33 847
				Dollard-des-Ormeaux	50 789
				Dorval	19 426
				Hampstead	7 279
				Kirkland	21 270
				L'Île-Dorval	5
				Montréal	1 753 034
				Montréal-Est	3 846
				Montréal-Ouest	5 212
				Mont-Royal	20 869
				Pointe-Claire	31 898
				Sainte-Anne-de-Bellevue	4 980
				Senneville	929
				Westmount	20 621
Mont-Tremblant	9 684	1	28	Lac-Tremblant-Nord	64
				Mont-Tremblant	9 620

Il s'agit des données de 2015 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données 2016 seront traitées à partir de mai 2017.

[1] Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION **-01.04**

QUESTION 72 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

Services de police	Population du décret 1125-2015	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance)[1]	Municipalités desservies	Population du décret 1125-2015
MRC Les Colline-de-l'Outaouais	49 507	2	40	Cantley	10 842
				Chealsea	7 039
				L'Ange-Gardien (82005)	5 546
				La Pêche	7 903
				Notre-Dame-de-la-Salette	747
				Pontiac	5 878
				Val-des-Monts	11 552
Québec	577 493	4	540	L'Ancienne-Lorette	17 096
				Notre-Dame-des-Anges	326
				Québec	540 994
				Saint-Augustin-Desmaures	19 077
Lac des Deux-Montagnes (régie)	48 951	2	37	Deux-Montagnes	17 858
				Pointe-Calumet	6 542
				Sainte-Marthe-sur-le-Lac	17 910
				Saint-Joseph-du-Lac	6 641
Roussillon (régie)	105 444	2	81	Candiac	20 858
				Delson	7 632
				La Prairie	24 467
				Saint-Constant	27 145
				Sainte-Catherine	17 198
				Saint-Mathieu	1 976
				Saint-Philippe	6 168

Il s'agit des données de 2015 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données 2016 seront traitées à partir de mai 2017.

[1] Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION **-01.04**

QUESTION 72 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

Services de police	Population du décret 1125-2015	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance)[1]	Municipalités desservies	Population du décret 1125-2015
Repentigny	89 908	2	92	Charlemagne	6 046
				Repentigny	83 862
Richelieu / Saint-Laurent (régie)	203 031	2	167	Beloeil	21 998
				Calixa-Lavallée	502
				Carignan	8 896
				Chambly	28 521
				Contrecoeur	7 515
				McMasterville	5 690
				Mont-Saint-Hilaire	18 845
				Otterburn Park	8 387
				Richelieu	5 505
				Saint-Amable	12 124
				Saint-Basile-le-Grand	17 008
				Sainte-Julie	30 130
				Saint-Jean-Baptiste	3 184
				Saint-Mathias-sur-Richelieu	4 599
				Saint-Mathieu-de-Beloeil	2 782
				Varennes	21 524
				Verchères	5 821
Saguenay	147 212	2	131	Larouche	1 362
				Saguenay	145 850
Terrebonne	136 981	2	114	Bois-des-Filion	9 756
				Sainte-Anne-des-Plaines	15 034
				Terrebonne	112 191

Il s'agit des données de 2015 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données 2016 seront traitées à partir de mai 2017.

[1] Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION **-01.04**

QUESTION 72 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

Services de police	Population du décret 1125-2015	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance)[1]	Municipalités desservies	Population du décret 1125-2015 [1]
Thérèse-De Blainville (régie)	77 691	2	81	Boisbriand	27 358
				Lorraine	9 404
				Rosemère	14 337
				Sainte-Thérèse	26 592

Nombre de CPM :	**16**	**4 807**	**Population totale :**	**4 066 776**
			Nombre de municipalités dess	**86**

Il s'agit des données de 2015 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données 2016 seront traitées à partir de mai 2017.

[1] Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 73 : Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2017[1], répartis par corps de police municipal.

CORPS DE POLICE	AU 31 DÉCEMBRE 2015			AU 31 DÉCEMBRE 2015		
	TOTAL POLICIERS AUTORISÉS	TOTAL CIVILS AUTORISÉS	TOTAL POLICIERS ET CIVILS AUTORISÉS	TOTAL POLICIERS PERMANENTS	TOTAL CIVILS PERMANENTS	TOTAL POLICIERS ET CIVILS PERMANENTS
Blainville	74	24	**98**	72	24	**96**
Bromont	20	4	**24**	20	4	**24**
Châteauguay	85	20	**105**	85	20	**105**
Gatineau	389	131	**520**	385	125	**510**
Granby	78	24	**102**	77	24	**101**
L'Assomption	32	5	**37**	32	5	**37**
Laval	583	155	**738**	583	155	**738**
Lévis	155	47	**202**	152	47	**199**
Longueuil	568	193	**761**	561	177	**738**
Mascouche	61	17	**78**	61	17	**78**
Memphrémagog (régie)	45	10	**55**	45	10	**55**
Mirabel	41	15	**56**	49	15	**64**
Montréal	4 847	985	**5 832**	4 586	869	**5 455**
Mont-Tremblant	34	16	**50**	34	16	**50**
MRC Les Collines-de-l'Outaouais	55	15	**70**	55	15	**70**
Québec	723	184	**907**	772	174	**946**
Lac des Deux-Montagnes (régie)	50	8	**58**	50	8	**58**

Les données sont disponibles uniquement sur la base de l'année civile

[1] Il s'agit des données de 2015 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données 2016 seront traitées à partir de mai 2017.

L'effectif policier et civil autorisé représente le nombre minimal de postes prévus par un corps de police pour fournir les services policiers en conformité avec la Loi sur la police (RLRQ, chapitre P-13.1).

L'effectif policier et civil permanent représente les personnes qui sont en poste plutôt que les postes autorisés pour un corps de police.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 73 : Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2017[1], répartis par corps de police municipal.

CORPS DE POLICE	AU 31 DÉCEMBRE 2015			AU 31 DÉCEMBRE 2015		
	TOTAL POLICIERS AUTORISÉS	TOTAL CIVILS AUTORISÉS	TOTAL POLICIERS ET CIVILS AUTORISÉS	TOTAL POLICIERS PERMANENTS	TOTAL CIVILS PERMANENTS	TOTAL POLICIERS ET CIVILS PERMANENTS
Région de Roussillon (régie)	115	37	**152**	115	36	**151**
Repentigny	118	27	**145**	118	27	**145**
Richelieu - Saint-Laurent (régie)	213	38	**251**	213	38	**251**
Saguenay	178	38	**216**	178	38	**216**
Saint-Eustache	60	22	**82**	60	22	**82**
Saint-Jean-sur-Richelieu	107	27	**134**	107	27	**134**
Saint-Jérôme	110	24	**134**	110	24	**134**
Sherbrooke	204	52	**256**	204	52	**256**
Terrebonne	151	43	**194**	151	43	**194**
Thérèse-De Blainville (régie)	107	36	**143**	107	36	**143**
Thetford Mines	30	6	**36**	30	6	**36**
Trois-Rivières	157	48	**205**	157	48	**205**
TOTAL - CPM	**9 390**	**2 251**	**11 641**	**9 169**	**2 102**	**11 271**
Sûreté du Québec	5 750	2 008	**7 758**	5 650	1 679	**7 329**
GRAND TOTAL	**15 140**	**4 259**	**19 399**	**14 819**	**3 781**	**18 600**

Les données sont disponibles uniquement sur la base de l'année civile

[1] Il s'agit des données de 2015 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données 2016 seront traitées à partir de mai 2017.

L'effectif policier et civil autorisé représente le nombre minimal de postes prévus par un corps de police pour fournir les services policiers en conformité avec la Loi sur la police (RLRQ, chapitre P-13.1).

L'effectif policier et civil permanent représente les personnes qui sont en poste plutôt que les postes autorisés pour un corps de police.

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **– 01.02**

QUESTION 76 : État d'avancement détaillé de la mise en oeuvre de chacune des recommandations contenues dans le rapport d'enquête administrative concernant l'évasion par hélicoptère de l'établissement de détention de Québec le 7 juin 2014.

État de situation relativement aux recommandations contenues dans le rapport d'enquête de Me Michel Bouchard sur l'évasion survenue à l'Établissement de détention de Québec

Recommandation 1 : Que la Direction de la vérification interne, des enquêtes et de l'inspection (DVIEI) du ministère de la Sécurité publique chargée de procéder aux enquêtes administratives se voit fixer des délais cibles dans l'exécution des mandats qui lui sont confiés, spécialement lorsque ces mandats ont trait à des incidents ou événements qui soulèvent des questions de sécurité affectant la crédibilité du système carcéral et que les ressources nécessaires à l'accomplissement de ces mandats soient mises à la disposition des comités d'enquête.

- Octobre 2014 : Un tableau de bord répartissant les demandes par catégorie de priorités et contenant des délais précis de réalisation est mis en place.
- Janvier 2015 : Évaluation des besoins en coenquêteurs de la Direction générale des services correctionnels (DGSC) et détermination des modalités de formation.
- Avril 2015 : Formation offerte à treize coenquêteurs par la DVIEI.
- Ainsi, toutes les actions ont été réalisées pour respecter cette recommandation.

Recommandation 2 : Que le fonctionnement du comité d'enquête sur les allégations et le protocole de travail entre la Direction de la sécurité et la Sûreté du Québec (SQ) soient revus afin d'améliorer le traitement des allégations visant les membres du personnel carcéral et que soit examiné le recours par la DGSC à des enquêteurs spécialement affectés à la collecte des informations pouvant servir aux enquêtes policières relatives à ces allégations.

- Hiver 2015 : Le protocole de travail en place a été analysé et il s'est avéré adéquat. Cependant, la DGSC et la SQ ont convenu de nouveaux mécanismes conjoints qui permettront la priorisation et le traitement des dossiers d'allégations ainsi qu'une rétroaction aux directeurs des établissements de détention (ED).
- Février 2015 : Mise en place du comité stratégique SCQ/ SQ.
- Ainsi, toutes les actions ont été réalisées pour respecter cette recommandation.

Recommandation 3 : Que la DGSC modifie le manuel de politiques, instructions et procédures administratives afin qu'il y soit prévu une fouille systématique de toutes les personnes incluant le personnel carcéral avant d'autoriser l'admission de ces personnes dans l'enceinte des ED du Québec.

- Octobre 2014 : Deux projets pilotes de fouille des membres du personnel ont débuté dans des ED du réseau.
- Été 2015 : Dépôt de l'analyse préliminaire des projets pilotes, des recommandations concernant l'implantation provinciale, de même que d'une évaluation des coûts d'aménagement, d'acquisition d'équipements, d'appareils de détection et des effectifs nécessaires à l'implantation provinciale de la fouille systématique.
- Automne 2015 : Ouverture du nouvel ED de Roberval, doté des équipements pour réaliser la fouille du personnel.
- Automne 2016 : Rédaction de l'instruction *3 1 S 09 : Fouille des membres du personnel, des visiteurs et des personnes autorisées*.
- Automne 2016 : Rédaction d'un guide de formation sur l'utilisation des appareils de détection.

Actions futures

- Hiver-Printemps 2017 : Création et implantation d'un registre de fouille informatisé.
- Printemps 2017 : Dépôt de l'instruction *3 1 S 09 : Fouille des membres du personnel, des visiteurs et des personnes autorisées*.
- 2017 : Les nouveaux ED à ouvrir (Sorel, Sept-Îles, Amos) disposeront des équipements nécessaires pour l'application des nouvelles mesures de fouilles.
- 2017-2018 : Poursuite de l'actualisation de ce dossier dans le respect du cadre financier octroyé.
- Ainsi, toutes les actions ont été réalisées pour respecter cette recommandation.

Recommandation 4 : Que soit revu l'outil de classement des personnes incarcérées actuellement utilisé dans les ED afin d'y prévoir notamment, des critères permettant d'attribuer un classement spécifique aux prévenus liés à une organisation criminelle.

- Octobre 2014 : Un nouvel outil de classement qui prend en considération, notamment, l'appartenance à une organisation criminelle et le statut de la personne incarcérée et permettant un classement des personnes incarcérées en fonction de leur besoin d'encadrement sécuritaire est mis en place dans tous les ED.
- Octobre 2014 : L'instruction portant sur le classement d'une personne incarcérée dans un ED est modifiée et transmise dans le réseau correctionnel.
- 2015 : L'outil de classement de même que l'instruction sont bonifiés après des consultations auprès des utilisateurs de l'outil.
- Février 2016 : Présentation de l'outil et de l'instruction révisés au comité paritaire sur la sécurité avec le Syndicat des agents de la paix en services correctionnels du Québec (SAPSCQ).
- Octobre 2016 : Adoption et diffusion d'une nouvelle version de l'outil et de l'instruction révisés en fonction des résultats des consultations effectuées, des commentaires du protecteur du citoyen et du SAPSCQ.
- Ainsi, toutes les actions ont été réalisées pour respecter cette recommandation.

Recommandation 5 : Que les autorités de la DGSC examinent la pertinence de créer, au sein de ses services, un bassin de conseillers juridiques spécialisés dans le droit carcéral auquel les directeurs d'établissement pourraient avoir recours rapidement pour l'assistance juridique à l'instar de service-conseil que dispense la Direction des poursuites criminelles et pénales aux forces policières du Québec.

- Avril 2015 : Mise en place d'une ligne téléphonique prodiguant des services juridiques en dehors des heures ouvrables.
- Mai 2015 : Reprise des activités du Groupe-conseil stratégique sur la gestion de l'incarcération des personnes liées à une organisation criminelle. Ce comité regroupe des membres du Ministère de la Sécurité publique et du Directeur des poursuites criminelles et pénales.
- Ainsi, toutes les actions ont été réalisées pour respecter cette recommandation.

Recommandation 6 : Que la structure du renseignement sécuritaire implantée à la DGSC fasse l'objet d'un examen visant à faire le bilan des résultats obtenus depuis sa création et que la DGSC procède, le cas échéant, aux ajustements nécessaires en vue de lui permettre d'accomplir pleinement le mandat qui lui est assigné.

- Décembre 2014 : Dépôt du rapport du comité de travail sur l'analyse de la structure du renseignement.
- Hiver 2015 : Rédaction d'un plan de travail afin de mettre en place les recommandations du rapport.
- Octobre 2015 : Création de la nouvelle Direction du renseignement (DR) à même les effectifs de la DGSC.
- Automne 2016 : Centralisation de la gestion des cas à haut risque à la DR et implantation d'un formulaire d'évaluation et de gestion du risque sécuritaire. Bonification des outils et

répertoires de travail afin de centraliser le renseignement.

- Décembre 2016 : Bonification de la formation initiale sur le renseignement donnée aux nouveaux employés ayant des fonctions liées au renseignement.
- Décembre 2016 et janvier 2017 : Formation sur la gestion des sources offerte et mise en place d'un guide de gestion et de formulaires spécifiques.
- 2016-2017 : Développement et diffusion de produits d'analyse du renseignement dans le réseau.
- 2017-2018 : Poursuite du développement de la DR dans le respect du cadre financier octroyé.
- Ainsi, toutes les actions ont été réalisées pour respecter cette recommandation.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **-01.02**

QUESTION 80 : **La répartition de la population carcérale par catégorie de crimes (meurtre, vol, viol, drogue, etc.) pour chaque centre de détention au 31 mars 2016 [1].**

Répartition des condamnations à une peine d'emprisonnement provinciale en fonction de la sous-classe du délit principal et du dernier établissement - année 2016-2017[2]

SOUS-CLASSE DU DÉLIT PRINCIPAL	AMO	BCO	BOR	EDF	EDQ	EDL	EDP	HUL	NEW	RDP	RIM	ROB	SEP	SHE	SJE	SOR	TRR
Aliments et drogues											2						
Armes à feu	7	2	68	2	12	6		5	5	10	4	4		6	16	6	2
Assurance-chômage			1														1
Autres délits au Code criminel	71	13	553	62	270	238	1	135	30	141	48	106	10	160	199	96	62
Autres infractions aux lois québécoises	3		49	2	15	11		3	1	2	3	3		4	20	8	4
Autres infractions aux règlements municipaux	21	1	111	11	37	80		142	2	6	2	30	20	85	71	28	31
Autres infractions aux statuts fédéraux			2							1	1			5	1		
Autres infractions contre la personne	39	6	145	5	82	31	5	27	15	34	23	43	11	36	48	18	22
Autres infractions contre la propriété			15		2					3				2	3	3	4
Autres infractions québécoises (circulation)			3		4			2						8	2		
Chasse et pêche	1																
Complots, complicités, tentatives	6		105	6	30	27		10	2	13	3	7	1	19	22	9	14
Conservation de la faune	1		1														
Extorsions	4		19		10		1	1		2	1		1	3	7	1	4
Fraudes, corruptions, escroqueries	8		35	9	10	19		12	1	7	4	2	1	7	9	3	4
Homicides involontaires					1										1		
Immigration			4											1		2	
Infractions à la circulation routière (Code criminel)	6	7	58	3	28	13		15	2	4	7	9		25	26	14	13
Infractions contre l'État	13	3	70	4	27	27		34	3	23	16	15	4	11	27	12	11
Infractions fédérales (boissons & circulation)	40	21	190	26	173	107		55	22	10	45	60	8	86	104	63	60
Infractions municipales (Circulation)			3		1							1		7	1		
Infractions provinciales (Boisson et circulation)			1														
Infractions sexuelles	8	1	58		37		21	11	3	3	3	13	3	14	51	11	8
Introductions par effraction	42	11	242	5	110	51	2	53	12	23	20	51	7	77	98	18	61
Loi sur les Indiens			47		1				1					1	2	1	
Main-d'oeuvre			2		2							1			1	1	
Méfaits, incendies, dommages	19	8	123	7	42	29		37	15	14	11	32	4	14	18	7	10
Omissions d'engagement, libertés illégales, évasions	82	9	437	20	139	110		87	4	297	20	40	18	133	195	58	43
Outrages			3												1		
Paris, prostitutions, moeurs	9	2	60	1	30		9	9	8	2	6	16	4	22	26	7	8
Recels	5		38		11	8		6	1	9	1	6	1	11	13	6	2
Stupéfiants	51	18	680	46	325	176		213	24	126	45	79	19	177	218	77	112
Tentatives de meurtre			1		1					1							
Transport														1			
Voies de fait	120	14	426	22	161	152	1	74	26	56	39	59	13	92	183	31	65
Vols qualifiés	1		143		20	23		7		22	5	6	1	13	24	6	10
Vols simples	16		177	2	42	72		60	2	45	7	7		23	107	9	68
Vol simple de moins de 1000$	8	4	116	13	53	36		29	3	17	12	18	8	38	16	15	19

[1] Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.
[2] Données compilées en date du 31 janvier 2017.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - **01.02**

QUESTION 95 A : **Détail des activités de réinsertion pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Préciser pour chaque prison les dépenses requises et les revenus engendrés par celles-ci, les salaires donnés aux détenus et le total de la rémunération versée aux détenus.**

Programmes et services offerts en 2015 [1]	Amos	Baie-Comeau	Chicoutimi	Hull	Leclerc de Laval	Maison Tanguay	Montréal	New Carlisle	Percé	Québec		Rimouski	Rivière-des-Prairies	Roberval	Saint-Jérôme	Sept-Îles	Sherbrooke	Sorel	Trois-Rivières
										F	H								
Problématique																			
Violence								√		√						√			
- conjugale							√	√				√			√				
- générale	√	√	√	√		√	√	√			√		√	√	√	√	√	√	√
Délinquance sexuelle				√			√	√	√		√		√			√	√		
Victimes d'abus sexuels								√		√							√		
Alcoolisme	√	√	√	√	√	√	√	√		√	√	√	√	√	√	√	√	√	√
Toxicomanie		√	√	√	√	√	√	√		√	√	√	√		√	√	√	√	√
Dépendance affective		√		√		√		√			√		√		√				√
Jeu compulsif						√	√	√					√			√			
Développement de soi																			
Connaissance et estime de soi		√		√	√	√	√	√	√	√	√	√	√		√	√		√	√
Résolution de problèmes		√		√		√		√	√			√	√		√			√	√
Habiletés sociales et parentales		√		√		√	√	√	√	√	√	√	√		√			√	√
Relations interpersonnelles		√		√	√		√	√	√		√	√						√	√
Motivation						√		√	√			√							√
Santé																			
Physique [2]	√			√	√		√	√				√	√		√	√	√	√	√
Mentale [2]	√			√	√	√	√	√		√	√	√	√		√		√	√	√
ITSS	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√		√
Loisir																			
Activités socioculturelles	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√
Activités sportives	√	√		√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√
Arts	√			√		√	√	√		√	√		√	√	√		√	√	

[1] Des travaux sont présentement en cours afin de bonifier l'outil de collecte de données et permettront de mettre à jour les données de 2015.

[2] Ces services relèvent des obligations légales ou administratives et répondent à des engagements du MSP. Un «√ » dans cette section indique donc un service additionnel au minimum requis.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - **01.02**

QUESTION 95 A : **Détail des activités de réinsertion pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Préciser pour chaque prison les dépenses requises et les revenus engendrés par celles-ci, les salaires donnés aux détenus et le total de la rémunération versée aux détenus.**

Programmes et services offerts en 2015	Amos	Baie-Comeau	Chicoutimi	Hull	Leclerc de Laval	Maison Tanguay	Montréal	New Carlisle	Percé	Québec		Rivière-des-prairies	Rimouski	Roberval	Saint-Jérôme	Sept-Îles	Sherbrooke	Sorel	Trois-Rivières
										F	H								
Éducation (Commissions scolaires selon l'annexe A 2011-2012 ou formations hors entente)																			
Alphabétisation	√	√	√	√		√	√	√		√	√	√		√	√	√	√	√	√
Francisation				√		√	√	√			√	√			√				√
Présecondaire	√	√	√	√	√	√	√	√		√	√	√		√	√	√	√	√	√
Secondaire et préparation au postsecondaire	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√
Intégration sociale	√			√	√	√		√		√	√	√			√		√	√	√
Intégration socioprofessionnelle	√	√		√	√	√	√	√	√		√	√			√				√
Autre formation	√			√	√	√	√	√	√	√		√			√	√		√	√
Employabilité																			
Service d'un CMO	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√
Formation préalable à l'emploi		√		√	√	√	√	√		√	√	√	√		√		√	√	
Postes de travail rémunérés	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√
Postes de travail non rémunérés	√			√		√					√		√				√	√	
Cantine				√		√						√							√
Postes de stages				√				√											√
Autres	√			√			√				√				√	√			√
Divers																			
Accueil	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√
Parcours	√	√				√	√	√		√	√	√			√	√	√		√
Prévention du suicide	√	√		√		√	√	√	√	√	√	√		√	√	√	√	√	√
Programme préparatoire à la sortie		√		√	√	√		√			√	√	√		√			√	√
Pastorale	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√
Autres		√		√	√	√	√			√	√		√	√	√	√	√	√	√
Programmes pour clientèles spécifiques																			
Autochtones et Inuits	√	√				√		√							√			√	
Femmes				√				√											
Gangs de rue																			
Indigente																			
Itinérante						√	√										√	√	
Psychiatrie													√						

Pour un crochet, il peut y avoir plusieurs services. Par exemple, un crochet pour le thème « alcoolisme » peut inclure un groupe d'alcooliques anonymes, un département spécialisé ainsi que des ateliers offerts par une ressource de la communau

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 95 B : **Détail des activités de réinsertion pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Préciser pour chaque prison les dépenses requises et les revenus engendrés par celles-ci, les salaires donnés aux détenus et le total de la rémunération versée aux détenus.**

Fonds de soutien à la réinsertion sociale (en $)

Programmes et services offerts en 2015	Amos	Baie-Comeau	Chicoutimi[1]	Hull	Leclerc de Laval	Maison Tanguay	Montréal	New Carlisle	Percé	Québec		Rimouski	Rivières-des-Prairies	Roberval	Saint-Jérôme	Sept-Îles	Sherbrooke	Sorel	Trois-Rivières
										Femmes	Hommes								
Excédent des revenus sur les dépenses avant la rémunération des personnes incarcérées et avant les déboursés pour les autres activités de réinsertion sociale - 2015	79 989	91 358	(103 322)	360 747	848 937	264 404	800 199	133 727	40 278	96 210	850 048	139 079	135 540	2 363	800 816	22 661	327 229	46 942	233 805
Rémunération des personnes incarcérées	28 557	27 668	21 675	133 444	420 211	185 893	421 526	46 661	6 715	32 966	437 923	62 596	7 038	15 515	322 254	7 392	201 139	22 899	82 483
Autres activités de réinsertion sociale qui s'adressent aux personnes incarcérées et financées par le fonds	76 383	54 465	15 913	158 487	117 441	58 263	508 390	39 053	22 223	46 087	355 944	54 626	137 045	94 599	269 788	4 966	96 874	40 399	125 334

Les données proviennent des états financiers vérifiés de l'exercice 2015 des fonds des établissements de détention. Les données de l'exercice 2016 ne seront disponibles qu'à l'automne 2017.

[1] L'Établissement de détention de Chicoutimi a fermé ses portes en décembre 2015.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 95 B : **Détail des activités de réinsertion pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Préciser pour chaque prison les dépenses requises et les revenus engendrés par celles-ci, les salaires donnés aux détenus et le total de la rémunération versée aux détenus.**

Fonds de soutien à la réinsertion sociale (en $)

Programmes et services offerts en 2015	Amos	Baie-Comeau	Chicoutimi[1]	Hull	Leclerc de Laval	Maison Tanguay	Montréal	New Carlisle	Percé	Québec		Rimouski	Rivières-des-Prairies	Roberval	Saint-Jérôme	Sept-Îles	Sherbrooke	Sorel	Trois-Rivières
										Femmes	Hommes								
Excédent des revenus sur les dépenses avant la rémunération des personnes incarcérées et avant les déboursés pour les autres activités de réinsertion sociale - 2015	79 989	91 358	(103 322)	360 747	848 937	264 404	800 199	133 727	40 278	96 210	850 048	139 079	135 540	2 363	800 816	22 661	327 229	46 942	233 805
Rémunération des personnes incarcérées	28 557	27 668	21 675	133 444	420 211	185 893	421 526	46 661	6 715	32 966	437 923	62 596	7 038	15 515	322 254	7 392	201 139	22 899	82 483
Autres activités de réinsertion sociale qui s'adressent aux personnes incarcérées et financées par le fonds	76 383	54 465	15 913	158 487	117 441	58 263	508 390	39 053	22 223	46 087	355 944	54 626	137 045	94 599	269 788	4 966	96 874	40 399	125 334

Les données proviennent des états financiers vérifiés de l'exercice 2015 des fonds des établissements de détention. Les données de l'exercice 2016 ne seront disponibles qu'à l'automne 2017.

[1] L'Établissement de détention de Chicoutimi a fermé ses portes en décembre 2015.

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **– 01.02**

QUESTION 96 : Les rapports annuels (états financiers) du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale institué en vertu de la Loi sur les services correctionnels, pour les années 2004-2005 à 2016-2017. Justifier les différentes charges relatives à la gestion du Fonds (honoraires professionnels, déplacements, etc.).

Les rapports annuels publiés peuvent être consultés dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique, dans la rubrique Services correctionnels/Réinsertion sociale/Fonds de soutien à la réinsertion sociale, à l'adresse suivante : http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/services-correctionnels/reinsertion-sociale/fonds-soutien.html.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 97 : Le nombre de détenus, par établissement de détention, évalués avant le sixième de leur peine en 2015-2016 et 2016-2017.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2015-2016	2016-2017 [1]
Amos	60	50
Baie-Comeau	72	51
Chicoutimi [2]	89	-
Hull	351	280
Leclerc de Laval [3]	164	144
Montréal	1 333	1 246
New Carlisle	101	99
Percé	40	42
Québec (femmes)	129	96
Québec (hommes)	690	659
Rimouski	131	141
Rivière-des-Prairies	67	69
Roberval	122	184
Sept-Îles	48	34
Sherbrooke	447	343
Sorel	102	86
St-Jérôme	373	312
Tanguay [3]	267	-
Trois-Rivières	342	268

[1] Les données sont pour 10 mois (1er avril 2016 au 31 janvier 2017).

[2] Fermeture de l'Établissement de détention de Chicoutimi en décembre 2015.

[3] Fermeture de l'Établissement de détention Maison Tanguay et transfert des femmes à l'Établissement de détention Leclerc de Laval en février 2016.

Note: Les sources des données proviennent des publications mensuelles intitulées « Portrait quant au respect des délais / évaluations du risque et des besoins » et « Portrait quant au respect des délais / évaluations sommaires ».

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **– 01.02**

QUESTION 98 : Les résultats et rapports relatifs au projet-pilote mettant en œuvre de nouvelles modalités d'évaluation de la réinsertion sociale des détenus en janvier 2013[1], visant à permettre de diminuer le temps de production des évaluations et ainsi d'augmenter le nombre d'évaluations produites, tout en s'assurant de leur qualité.

Les efforts investis au cours des dernières années afin d'améliorer les taux de production des évaluations ont permis des progrès quant à la production des évaluations. La dernière année a permis le maintien des progrès faits précédemment et les efforts sont toujours en cours afin de poursuivre la progression, et ce, particulièrement en ce qui a trait aux délais de production. Cette année, beaucoup d'efforts ont été mis sur la transmission plus rapide et de façon numérisée des dossiers à la Commission québécoise des libérations conditionnelles.

Évolution du taux d'évaluations produites en détention pour les sentences de six mois et plus

2015-2016[2]	2016-2017[3]	Variation
96 %	95 %	-1 %

Évolution du taux d'évaluations produites avant le 1/6 pour les sentences de six mois et plus

2015-2016[2]	2016-2017[3]	Variation
74 %	72 %	-2 %

[1] Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.
[2] Données des 11 premiers mois de l'année.
[3] Données des 10 premiers mois de l'année.

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **– 01.02**

QUESTION 99 : Les conclusions ou l'état d'avancement de la révision des différents outils d'évaluation et des modalités d'évaluation des personnes condamnées à des peines de moins de six mois.

À la suite de diverses études concernant l'évaluation des personnes soumises à de courtes peines d'emprisonnement et dans le cadre de l'approche globale, une mise à jour des outils d'évaluation utilisés par les agents des services correctionnels (ASC) pour évaluer les personnes contrevenantes a été réalisée.

Un projet pilote pour expérimenter ces nouveaux outils d'évaluation a été réalisé. Bien que cette expérimentation s'est révélée concluante, les travaux d'implantation ont été reportés afin d'attendre les recommandations du Vérificateurs général du Québec (VGQ) ainsi que les démarches en lien avec la création de l'ordre professionnel des criminologues du Québec.

Les modalités d'évaluation des personnes condamnées à des peines de moins de six mois sont incluses dans le plan d'action faisant suite aux recommandations du VGQ.

La mise en place d'un mécanisme de contrôle de qualité permettra également de s'assurer de l'amélioration de la qualité des évaluations produites par les ASC.

La Direction générale des services correctionnels souhaite agir de façon concertée afin de répondre de façon pertinente et dans une vision à plus long terme à ses obligations légales ainsi qu'à ses besoins et notre capacité organisationnels.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 100 : **Pour 2015-2016 et 2016-2017[1], le nombre de détenus, par établissement de détention, recevant des prestations de la CNESST suite à une blessure à l'emploi d'un Fonds de soutien à la réinsertion sociale[2].**

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2015	2016
Amos	-	-
Baie-Comeau	1	-
Chicoutimi [3]	-	-
Havre-Aubert	-	-
Hull	1	1
Leclerc de Laval [4]	-	1
Montréal	3	4
New Carlisle	-	-
Percé	-	-
Québec (femmes)	-	-
Québec (hommes)	15	12
Rimouski	-	-
Rivière-des-Prairies	-	-
Roberval	-	1
Sept-Îles	-	-
Sherbrooke	2	1
Sorel	-	-
St-Jérôme	4	2
Tanguay [4]	1	-
Trois-Rivières	1	1

[1] Prendre note que les fonds fonctionnent en années civiles. Les chiffres indiqués sont pour janvier à décembre.

[2] Notons que chaque fonds d'un établissement de détention traite directement avec la CNESST et non le Fonds central, malgré que les fonds soient reconnus comme « un seul employeur » (ils sont regroupés aux fins de leur adhésion au régime rétrospectif de la CNESST).

[3] Fermeture de l'établissement de détention de Chicoutimi en décembre 2015.

[4] Fermeture de l'établissement de détention Maison Tanguay et transfert des femmes à l'établissement de détention Leclerc de Laval en février 2016.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 101 : Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste et au total des agents correctionnels (ASC) pour les périodes 2015-2016 et 2016-2017.

Établissement[2]	2016-2017 (6 mois)	
	Absentéisme[1]	
	Nb d'heures d'absences[3]	Taux d'absentéisme[4]
TOTAL	**210 944,80**	**8,0 %**
Amos	3 968,00	4,5 %
Baie-Comeau	1 340,80	3,0 %
Chicoutimi	-	0,0 %
Hull	7 164,80	6,2 %
Maison Tanguay	-	0,0 %
Montréal	37 560,80	7,4 %
New Carlisle et Havre-Aubert	5 860,00	12,3 %
Leclerc de Laval	13 805,60	8,2 %
Percé	5 549,60	16,7 %
Québec	36 862,40	10,1 %
Rimouski	3 637,60	5,1 %
Rivière-des-Prairies	34 016,80	8,6 %
Roberval	10 170,40	8,0 %
Sept-Îles	1 904,00	5,1 %
Sherbrooke	8 188,00	6,6 %
Sorel	7 693,60	8,1 %
St-Jérôme	17 686,40	7,9 %
Trois-Rivières	8 499,20	7,4 %

[1] L'absentéisme comprend les motifs : maladie, accidents du travail et assurance-salaire (120, 240, 246, 248)
[2] En décembre 2015, ouverture du nouvel établissement de Roberval et fermeture des anciens établissements de Roberval et Chicoutimi.
[3] Le nombre d'heures d'absence correspond au : nombre de jours d'absence (mesure extraite de Média) multiplié par 8
[4] Le taux d'absentéisme correspond aux : années-personnes d'absence de 120, 240, 246, 248 par rapport aux années-personnes en lien d'emploi des ASC
* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieure.
Source: Média, modèle ABSENCE-T2, septembre 2016

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 102 : Le nombre et les coûts des transferts de détenus entre les centres de détention pour les années 2015-2016 et 2016-2017. Ventilation par centre de détention.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	NOMBRE DE PERSONNES TRANSFÉRÉES	DÉPENSES DES TRANSFERTS [1]
	2016-2017 (11 mois)	2016-2017 (11 mois) (en $)
Amos	1 580	226 995
Baie-Comeau	421	165 651
Montréal [2]	4 537	204 876
Rivière-des-Prairies [2]	4 350	
Leclerc de Laval [3]	2 465	-
Québec (femmes)	484	466 530
Québec (hommes)	2 476	
Hull	1 113	107 603
New Carlisle	292	63 154
Havre-Aubert	-	
Percé	61	15 748
Rimouski	542	90 059
Roberval	596	82 975
Sept-Îles	130	2 708
Sherbrooke	1 234	171 533
Sorel	2 909	120 506
St-Jérôme	5 215	526 375
Trois-Rivières	910	98 791

[1] La dépense en salaire tient compte des heures faites en temps régulier et supplémentaire. Elle tient également compte des heures d'absences des temps complet affectés à cette activité.

[2] Les transferts sont effectués par le personnel de la direction des services de transports et comparutions (DSTC), dans la majorité des cas.

[3] Les transferts sont effectués par le personnel des autres établissements de détention.

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 103 : Le nombre et les coûts des transferts de détenus et de prévenus entre les centres de détention et les palais de Justice (pour comparution) pour les périodes 2015-2016 et 2016-2017. Ventilation par centre de détention.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	NOMBRE DE PERSONNES TRANSFÉRÉES (COMPARUTIONS)	DÉPENSES DES TRANSFERTS [1] (COMPARUTIONS)
	2016-2017 (11 mois)	2016-2017 (11 mois) (en $)
Amos	3 610	381 859
Baie-Comeau [2]	675	-
Montréal [3]	11 690	1 968 416
Rivière-des-Prairies [3]	13 898	
Leclerc de Laval [4]	3 346	-
Québec (femmes)	848	289 782
Québec (hommes)	7 755	
Hull	5 178	22 743
New Carlisle	626	98 497
Havre-Aubert	-	
Percé	1	-
Rimouski	1 286	84 387
Roberval	3 054	149 421
Sept-Îles	761	7 235
Sherbrooke	6 487	104 809
Sorel	2 660	317 873
St-Jérôme	10 952	504 760
Trois-Rivières	3 467	238 682

[1] La dépense en salaire tient compte des heures faites en temps régulier et supplémentaire. Elle tient également compte des heures d'absences des temps complet affectés à cette activité.
[2] Le palais de justice étant à proximité de l'établissement de détention, cela ne génère aucuns frais de transport relatifs aux comparutions.
[3] Les transports pour les comparutions sont effectuées par le personnel de la direction des services de transports et comparutions (DSTC), dans la majorité des cas.
[4] Les transports pour les comparutions sont effectuées par le personnel des autres établissements de détention.

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits des années antérieurs.

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 105 : Le nombre d'inspections cellulaires, le nombre de saisies effectuées, la liste des effets saisis pour 2016-2017. Ventilé par établissement de détention.

La direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique considère essentiel de créer et de maintenir, dans les établissements de détention, un environnement sécuritaire qui permet aux membres du personnel et aux personnes incarcérées d'évoluer dans un milieu favorisant la prise en charge de leurs responsabilités respectives. Pour ce faire, les agents des services correctionnels procèdent de façon régulière à la fouille des cellules et de tout autre emplacement situé à l'intérieur et à l'extérieur des établissements de détention. Ces activités de fouille peuvent être effectuées à n'importe quel moment et aussi souvent que requis. Toutefois, elles ne sont pas toutes inscrites dans un registre puisque certaines d'entre elles ne nécessitent pas la rédaction d'un rapport.

Il est important de préciser qu'une activité de fouille peut consister en la fouille d'une cellule, ou de toutes les cellules d'un même secteur, ou de l'ensemble des secteurs d'un établissement de détention. De plus, les méthodes de comptabilisation des activités de fouille peuvent varier d'un établissement de détention à l'autre, de même que d'une année financière à l'autre.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	ACTIVITÉS DE FOUILLE	
	2015-2016	2016-2017 [3]
Amos	19	N/D
Baie-Comeau	32	N/D
Chicoutimi [1]	4	N/D
Hull	429	N/D
Leclerc de Laval	54	N/D
Maison Tanguay [2]	74	N/D
Montréal	478	N/D
New Carlisle	21	N/D
Percé	6	N/D
Rimouski	23	N/D
Québec	16	N/D
Rivière-des-Prairies	117	N/D
Roberval	9	N/D
St-Jérôme	121	N/D
Sept-Îles	28	N/D
Sherbrooke	39	N/D
Sorel	25	N/D
Trois-Rivières	353	N/D

[1] Fermeture de l'Établissement de détention de Chicoutimi en décembre 2015.

[2] Fermeture de l'Établissement de détention Maison Tanguay en février 2016.

[3] Les données de 2016-2017 seront disponibles uniquement à la fin du mois de mai 2017.

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 105 : Le nombre d'inspections cellulaires, le nombre de saisies effectuées, la liste des effets saisis pour 2016-2017. Ventilé par établissement de détention.

Liste des items saisis (interdits ou non autorisés) recensés dans les établissements de détention [5] :

accumulation de boîtes
accumulation de carton
accumulation de journaux
accumulation de literie
accumulation de livres
accumulation de médicaments
accumulation de nourriture
accumulation de papier
accumulation de produits hygiéniques
accumulation de savon
accumulation de vaisselle
accumulation de vêtements
accumulation d'ordures
adaptateur
affiche
agrafeuse
aiguille
aiguisoir
aimant
alcool frelaté
allume-cigarette
allumettes
antenne artisanale
appareil Bluetooth
argent en papier (billet de banque)
arme artisanale
baguette artisanale
baladeur
balance
balance électronique
banc de toilette
bandage élastique
barre de métal
batterie artisanale
batterie (de cellulaire et de Xbox)
batterie modifiée
batterie/pile (AA, AAA, etc.)
bijou artisanal
bijou
bobine de fil
bobine de fil de cuivre
boîte de conserve non conforme
boîte de Q-Tips
boucle de ceinture non conforme
boulon
briquet
briquet à gaz type Gun
briquet artisanal
broche
brosse à cheveux modifiée
brosse à dents
cabaret de plastique (cuisine)
câble électrique
câble USB
cadenas
cagoule
cahier à spirale
calculatrice
contenant de vernis
carte d'appel
carte mémoire
carte SIM pour cellulaire
cartouche d'arme à feu
casquette rouge
cassette audio
CD
ceinture non conforme
cendrier artisanal
cendrier modifié
chandelle artisanale
chargeur (booster pack)
chargeur artisanal
chargeur solaire
chaudière
cigarettes
ciseaux
clé
clé de menotte
clé de menotte artisanale
clou
colle contact
collier de perles
contenant de gel à raser
corde à linge artisanale
corde artisanale
coupe-ongles
couteau à beurre
couteau de poche
couvre batterie de cellulaire
craies
crayon surligneur
créatine
décapant à peinture
dentifrice
DVD
eau de Javel
écouteurs
égraineuse
encre
enregistreur
épingle à couche
espadrille avec semelle décollée
exacto artisanal
fil de chargeur
fil de chargeur modifié
foret
fouet de cuir artisanal
fronde
gant de cuir
gant de fouille
gant de latex
gommette
grille-pain abîmé
haut-parleur artisanal
huile à massage
image obscène
inhalateur pour l'asthme
iPad
iPod
jeu de société
lame de grattoir
lame de rasoir
lampe munie d'une loupe
lampe portable
lecteur CD
lecteur MP3
lien artisanal (bois, métal, corde, tissus) servant à passer des articles d'une cellule à une autre (cheval)
liste de clients
liste de transactions
livre à couverture rigide
lunettes de soleil
machette artisanale
machine à rouler les cigarettes
machine à tatouage artisanale
mandat poste
manette de Xbox
marqueur sharpie
matraque artisanale
mèche pour perceuse
médicament nécessitant une
microphone mains libres
monnaie (pièce de)
montre téléphone cellulaire
montre-bracelet
morceau de ciment
morceau de cuivre
morceau de fer
morceau de grillage
morceau de métal
morceau de serpillère
moteur de lecteur CD
objet cylindrique
ordinateur portable
ouvre-boîte
papier à rouler
papier aluminium
papier Mika
papier sablé
peinture
perche artisanale
petit moteur rotatif
photo de nudité
pic artisanal
pince à cils
pince-notes
pipe
plante
plexiglas
poids haltère artisanal
poignée artisanale
poing américain artisanal
poivrière
porte-serviette artisanal
pot de calamine
poudre explosive
poudre pour bébé
produit nettoyant (Old Dutch/Comet)
téléphone cellulaire
télévision
tige de métal
timbre de nicotine (Nicoderm)
tondeuse
tournevis
tube de colle
tube Orajel
vaporisateur de nitroglycérine
ventilateur
vibrateur artisanal
vis
protéine
radio
radio (morceau)
rallonge électrique
rasoir
réveil matin
revue pornographique
rideaux
rince-bouche
roche/caillou
ruban adhésif
ruban électrique vert
sac de plastique
seringue
seringue artisanale
soie dentaire
substance s'apparentant à des drogues
tabac en vrac
taraud (outil)
télécommande
télécommande artisanale

[5] La liste des items saisis dans les établissements de détention est similaire d'une année à l'autre.

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **– 01.02**

QUESTION 107 : Efforts déployés pour maximiser le nombre de personnes contrevenantes pouvant fréquenter le centre Kapatakan Gilles Jourdain dont la capacité est de 20 lits.

Le centre résidentiel communautaire (CRC) Kapatakan Gilles Jourdain héberge des personnes contrevenantes autochtones depuis le mois de mars 2014. La Direction générale des services correctionnels (DGSC) maintient ses efforts pour épauler la ressource dans ses démarches afin qu'elle puisse se faire connaître et acquière une certaine notoriété. La particularité des services offerts et les méthodes d'interventions traditionnelles utilisées par le CRC se doivent d'être présentées aux différents acteurs susceptibles de contribuer au succès de la ressource. Pour ce faire, différentes actions ont été menées.

- Envoi des dépliants présentant la ressource à l'ensemble des unités du réseau de la DGSC.
- Identification rapide des détenus innus dans les établissements de détention et suivis dans les directions des services correctionnels professionnels (DSPC) de Baie-Comeau et de Sept-Îles afin que ceux qui le souhaitent soient évalués rapidement par la ressource.
- Présentation par la ressource du programme de guérison aux commissaires de la Commission québécoise des libérations conditionnelles (CQLC) par l'envoi d'une lettre, d'affiches et de dépliants à la présidente de la CQLC.
- Présentation par la ressource du programme de guérison aux intervenants parajudiciaires autochtones du Québec.
- Interventions personnalisées auprès des établissements de détention où est présente la clientèle autochtone innue.
- Portes ouvertes pour les membres de la communauté Uashat-Maliotenam ainsi que leurs principaux collaborateurs innus.
- Maintien de liens étroits avec la direction du CRC pour, notamment, arrimer nos pratiques et échanger sur les modalités de référence, et ce, par le biais d'un comité de suivi composé de membres de la ressource et de la DGSC.
- Rencontre d'information tenue en cours d'année en présence des juges résidents, qui ont également visité les lieux.
- Présentation générale de la ressource et de la clientèle visée dans le cadre du Séminaire sur la justice autochtone de la Cour du Québec en février 2016, ainsi que remise du dépliant de la ressource à chacun des participants du séminaire.
- Intégration de l'approche motivationnelle (formation) dans l'approche thérapeutique de la ressource afin d'augmenter leur taux d'acceptation de la clientèle innue, à la suite d'une recommandation de la DGSC.
- Visite du personnel de la ressource dans quelques établissements de détention ciblés afin de faire des séances d'information auprès de la clientèle.
- Acquisition d'une visio-conférence par la ressource afin d'optimiser les possibilités de rencontres d'information ou de processus d'évaluation.
- Lettre envoyée par la DGSC aux partenaires judiciaires sur la possibilité de faire le processus d'évaluation d'acceptation à la ressource en cours de confection d'un rapport présentenciel (RPS).
- Recommandation de démarches de prises en charge par les ressources de la communauté dans le cadre du RPS concernant une personne autochtone.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 108 : Nombre total de personnes ayant fréquenté le centre Kapatakan Gilles Jourdain en 2015-2016 et en 2016-2017.

ANNÉE FINANCIÈRE	NOMBRE DE PERSONNES[1] AYANT FRÉQUENTÉ LE CENTRE KAPATAKAN GILLES JOURDAIN
2015-2016	12
2016-2017[2]	28

[1] Une personne dont le séjour chevauche deux années financières est comptabilisée dans chacune des années. Une personne qui effectue plusieurs séjours distincts dans la même année est comptabilisée une seule fois.

[2] Les données sont pour 11 mois

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 109 : Pour les années 2012 à aujourd'hui, les diètes religieuses accordées aux détenus; le nombre de repas, leur coût unitaire et le coût total pour les repas casher et les repas halal.

DIÈTES RELIGIEUSES ACCORDÉES AUX DÉTENUS	ANNÉE FINANCIÈRE	
	2015-2016 [1]	2016-2017 [2]
Nombre de repas casher [3]	11 634	14 655
Coût unitaire des repas casher	6,73 $	6,38 $
Coût total repas casher	78 304 $	93 500 $
Nombre de repas halal [3]	90 330	88 904
Coût unitaire des repas halal [4]	3,90 $	3,92 $
Coût total repas halal	352 503 $	348 783 $

[1] Dépense réelle au 31 mars 2016.
[2] Dépense au 22 février 2017 annualisée.
[3] Estimé du nombre de repas servis.
[4] Comprend les coûts de main d'oeuvre.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 110 : Nombre d'incidents[1] impliquant des drones répertoriés 2015-2016 et 2016-2017 par établissements de détention.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2015-2016	2016-2017 [2]
Amos	1	-
Baie-Comeau	-	-
Chicoutimi [3]	-	-
Hull	-	2
Leclerc de Laval [4]	-	4
Montréal	22	47
New Carlisle	-	-
Percé	-	-
Québec	-	-
Rimouski	-	-
Rivière-des-Prairies	3	41
Roberval	-	-
Sept-Îles	-	-
Sherbrooke	-	1
Sorel	-	-
St-Jérôme	1	3
Tanguay [4]	-	-
Trois-Rivières	1	-

[1] Comprend le nombre d'observation et de saisie.
[2] Données au 23 février 2017.
[3] Fermeture de l'établissement de détention de Chicoutimi en décembre 2015.
[4] Fermeture de l'établissement de détention Maison Tanguay et transfert des femmes à l'établissement de détention Leclerc de Laval en février 2016.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS **- 01.02**

QUESTION 111 : Nombre de détenus ayant bénéficié de traitements de zoothérapie dans chacun des établissements de détention, pour chaque année depuis l'instauration de ce traitement et la durée de chacun des traitements offerts par détenu.

Le coût des traitements de zoothérapie est assumé par les Fonds locaux de soutien à la réinsertion sociale ou par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur à l'exception d'un seul cas. En effet, pour les exercices financiers 2011-2012 et 2012-2013, une personne sous la responsabilité des Services correctionnels du Canada (SCC), mais détenue à l'Établissement de détention de Saint-Jérôme en vertu d'une entente intergouvernementale a eu accès à des traitements individuels de zoothérapie sur une période d'un an et demi. En vertu de son statut fédéral, cette personne devait bénéficier des mêmes programmes auxquels elle aurait eu accès dans un établissement de détention fédéral. L'entente intergouvernementale, Accord Québec-Canada, prévoit le remboursement d'un montant journalier pour les personnes incarcérées sous responsabilité fédérale, présentes dans un établissement de détention de la Direction générale des services correctionnels.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE **- 01.05**

QUESTION 112 : Ventilation de l'aide financière octroyée par le ministère lors de sinistre, par région, par programme, par événement et par type de bénéficiaire (citoyens, municipalités, organismes, entreprises) pour 2016-2017 [1].

Voir document ci-joint.

La période de référence est du 1er avril 2016 au 28 février 2017.
Le montant total versé pour cette période est de : 15 921 867 $.

QP2 - 112 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2016-2017

Légende - Type : P : Particuliers; E : Entreprises; O : Organismes; M : Municipalités; R : MRC

Arrêté	Programme	Région administrative		Type	Aide versée
758-2007 2007-08-09S	Programme d'aide financière spécifique suite aux pluies abondantes survenues les 8 et 9 août 2007 dans la ville de Gaspé, la municipalité de Grande-Vallée et le canton de Cloridorme				
		11	GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	O	58 113 $
		11	GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	M	15 564 $
			Sous-total		73 677 $
2007-11-16G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Pluies abondantes survenues les 16 et 17 novembre 2007, dans des municipalités du Québec				
		11	GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	R	121 692 $
			Sous-total		121 692 $
113-2011 2010-12-06S	Programme d'aide financière spécifique relatif aux sinistres survenus du 5 au 7 décembre 2010 et du 13 décembre 2010 au 10 janvier 2011 sur le territoire des régions administratives du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et de la Côte-Nord				
		01	BAS-SAINT-LAURENT	M	125 029 $
		09	CÔTE-NORD	M	356 316 $
		11	GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	M	64 394 $
			Sous-total		545 739 $
493-2011 2011-04-10S	Programme d'aide financière spécifique relatif aux inondations survenues du 10 avril au 6 mai 2011, dans des municipalités du Québec				
		05	ESTRIE	M	
		16	MONTÉRÉGIE	P	9 902 $
		16	MONTÉRÉGIE	O	100 000 $
		16	MONTÉRÉGIE	M	180 653 $
			Sous-total		290 555 $
960-2011 2011-06-23S	Programme d'aide financière spécifique relatif aux pluies abondantes survenues les 23 et 24 juin 2011 et aux imminences de mouvements de sol s'y rattachant, dans des municipalités du Québec				
		07	OUTAOUAIS	M	150 110 $
			Sous-total		150 110 $
961-2011 2011-08-28S	Programme d'aide financière spécifique – Pluies abondantes et aux vents violents survenus les 28 et 29 août 2011 et aux imminences de mouvements de sol s'y rattachant, dans des municipalités du Québec				
		12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	
		12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	E	3 310 $
		16	MONTÉRÉGIE	M	4 991 $
			Sous-total		8 302 $
2012-03-04G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Dommages causés à la rue de la Croix, dans la ville de Louiseville, à la suite d'un glissement de terrain survenu en mars 2012				
		04	MAURICIE	M	104 401 $
			Sous-total		104 401 $
2012-04-03G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Dommages causés à la rue des Goélands, dans la ville de Bécancour, à la suite d'un glissement de terrain survenu en mars 2012				
		17	CENTRE-DU-QUÉBEC	M	74 505 $
			Sous-total		74 505 $
2012-08-11G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus le 11 août 2012, dans des municipalités du Québec				
		04	MAURICIE	M	118 035 $
			Sous-total		118 035 $
2012-10-30G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus le 30 octobre 2012, dans la ville de Baie-Saint-Paul				
		03	CAPITALE-NATIONALE	M	82 412 $
			Sous-total		82 412 $
2012-12-21G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Tempête de neige survenue le 21 décembre 2012, dans des municipalités du Québec				
		15	LAURENTIDES	M	3 933 $
			Sous-total		3 933 $
2013-04-19G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 19 au 22 avril 2013, dans des municipalités du Québec				
		07	OUTAOUAIS	P	11 754 $
			Sous-total		11 754 $

Source :
Direction du rétablissement
28 février 2017

À noter que les données proviennent des systèmes de traitement des réclamations SAFIR et TRAFIQ

QP2 - 112 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2016-2017

Légende - Type : P : Particuliers; E : Entreprises; O : Organismes; M : Municipalités; R : MRC

Arrêté	Programme	Région administrative		Type	Aide versée
2013-05-17G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Tremblement de terre survenu le 17 mai 2013, dans la municipalité de Thorne				
		07	OUTAOUAIS	P	9 040 $
			Sous-total		9 040 $
2013-05-31G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 31 mai 2013, dans des municipalités du Québec				
		12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	91 606 $
			Sous-total		91 606 $
2013-06-20G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Dommages causés au 3e Rang, dans la municipalité de Montcerf-Lytton, à la suite d'un glissement de terrain survenu le 20 juin 2013				
		07	OUTAOUAIS	M	100 000 $
			Sous-total		100 000 $
2013-07-06S	Programme d'aide financière spécifique relatif à un accident ferroviaire survenu le 6 juillet 2013, dans la ville de Lac-Mégantic				
		03	CAPITALE-NATIONALE	O	15 634 $
		05	ESTRIE	P	51 800 $
		05	ESTRIE	E	279 005 $
		05	ESTRIE	M	3 921 732 $
		06	MONTRÉAL	O	630 000 $
		12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	61 478 $
			Sous-total		4 959 649 $
2013-07-17G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus le 17 juillet 2013, dans la municipalité de Lac-Beauport				
		03	CAPITALE-NATIONALE	M	101 785 $
			Sous-total		101 785 $
2013-08-29G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant la résidence principale sise au 1611–1613, boulevard de la Grande–Baie Sud, dans la ville de Saguenay, arrondissement La Baie				
		02	SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	P	838 $
			Sous-total		838 $
2013-12-22G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Tempête de pluie verglaçante, de neige et de grésil survenue le 22 décembre 2013, dans des municipalités du Québec				
		05	ESTRIE	M	54 524 $
		16	MONTÉRÉGIE	M	4 682 $
			Sous-total		59 205 $
2014-04-05G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 5 au 9 avril 2014, dans des municipalités du Québec				
		01	BAS-SAINT-LAURENT	P	9 295 $
		03	CAPITALE-NATIONALE	P	523 912 $
		03	CAPITALE-NATIONALE	E	43 673 $
		05	ESTRIE	P	2 388 $
		05	ESTRIE	E	101 741 $
		05	ESTRIE	M	26 151 $
		06	MONTRÉAL	O	55 000 $
		12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	495 646 $
		12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	E	170 115 $
		12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	117 709 $
		14	LANAUDIÈRE	P	3 351 $
		14	LANAUDIÈRE	M	88 300 $
		15	LAURENTIDES	P	5 505 $
		15	LAURENTIDES	M	24 995 $
		16	MONTÉRÉGIE	P	2 175 $
		16	MONTÉRÉGIE	M	10 473 $
			Sous-total		1 680 431 $
2014-04-10G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies et dégel printanier survenus du 10 au 22 avril 2014 ayant causé des glissements de terrain, dans des municipalités du Québec				
		03	CAPITALE-NATIONALE	P	10 861 $
		04	MAURICIE	P	3 296 $
		12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	689 $
		15	LAURENTIDES	P	27 873 $
		15	LAURENTIDES	M	62 170 $
			Sous-total		104 889 $

QP2 - 112 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2016-2017

Légende - Type : P : Particuliers; E : Entreprises; O : Organismes; M : Municipalités; R : MRC

Arrêté	Programme	Région administrative		Type	Aide versée
2014-05-29G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Dommages causés au rang Sainte-Louise Ouest, dans la municipalité de Saint-Jean-de-Matha, à la suite d'un glissement de terrain survenu le 29 mai 2014				
		14	LANAUDIÈRE	M	63 459 $
			Sous-total		63 459 $
2014-06-12G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues les 12 et 13 juin 2014, dans des municipalités du Québec				
		07	OUTAOUAIS	M	67 182 $
		14	LANAUDIÈRE	P	10 833 $
		14	LANAUDIÈRE	M	5 187 $
		15	LAURENTIDES	M	169 222 $
			Sous-total		252 424 $
2014-06-17G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 17 juin 2014, dans la municipalité de Saint-Félix-de-Valois				
		14	LANAUDIÈRE	M	50 314 $
			Sous-total		50 314 $
2014-07-05G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus le 5 juillet 2014, dans des municipalités du Québec				
		11	GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	27 003 $
		11	GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	E	19 236 $
		11	GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	M	1 745 140 $
			Sous-total		1 791 378 $
2014-08-13G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues les 13 et 14 août 2014, dans des municipalités du Québec				
		14	LANAUDIÈRE	M	15 044 $
			Sous-total		15 044 $
2014-10-10G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant les résidences principales sises aux 60-62 et 68, rue Saint-Dominique Ouest, dans la ville de Saguenay, arrondissement de Chicoutimi				
		02	SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	M	10 000 $
			Sous-total		10 000 $
2014-12-01G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Travaux de bris de couvert de glace réalisés du 1er décembre 2014 au 31 mars 2015, dans des municipalités du Québec				
		05	ESTRIE	M	5 374 $
		12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	318 $
			Sous-total		5 692 $
2014-12-25G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondation survenue le 25 décembre 2014, dans la municipalité de Longue-Rive				
		09	CÔTE-NORD	P	76 366 $
			Sous-total		76 366 $
2015-04-10G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 10 au 16 avril 2015, dans des municipalités du Québec				
		04	MAURICIE	M	26 664 $
		11	GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	31 233 $
		12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	158 198 $
		14	LANAUDIÈRE	M	112 397 $
		15	LAURENTIDES	M	296 793 $
			Sous-total		625 284 $
2015-05-18G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus le 18 mai 2015, dans la municipalité de Lac-Sainte-Marie				
		07	OUTAOUAIS	M	32 704 $
			Sous-total		32 704 $
2015-06-09G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues les 9 et 10 juin 2015, dans des municipalités du Québec				
		03	CAPITALE-NATIONALE	P	54 748 $
		03	CAPITALE-NATIONALE	E	8 936 $
		03	CAPITALE-NATIONALE	M	184 961 $
		05	ESTRIE	P	148 210 $
		05	ESTRIE	E	173 817 $
		05	ESTRIE	M	34 125 $
			Sous-total		604 797 $

Source :
Direction du rétablissement
28 février 2017

À noter que les données proviennent des systèmes de traitement des réclamations SAFIR et TRAFIQ

QP2 - 112 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2016-2017

Légende - Type : P : Particuliers; E : Entreprises; O : Organismes; M : Municipalités; R : MRC

Arrêté	Programme	Région administrative		Type	Aide versée
2015-06-19G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondation survenue le 19 juin 2015, dans la municipalité de Notre-Dame-de-Bonsecours				
		07	OUTAOUAIS	M	117 188 $
			Sous-total		117 188 $
2015-07-19G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus le 19 juillet 2015, dans des municipalités du Québec				
		05	ESTRIE	M	17 111 $
			Sous-total		17 111 $
2015-07-21G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 21 juillet 2015, dans la ville de Pohénégamook				
		01	BAS-SAINT-LAURENT	P	23 359 $
		01	BAS-SAINT-LAURENT	M	603 084 $
		02	SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	M	20 886 $
			Sous-total		647 328 $
2015-07-27G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus le 27 juillet 2015, dans la paroisse de Saint-Odilon-de-Cranbourne				
		12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	1 348 $
		12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	E	188 879 $
			Sous-total		190 227 $
2015-08-24G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues les 24 et 25 août 2015, dans des municipalités du Québec				
		03	CAPITALE-NATIONALE	P	5 857 $
		03	CAPITALE-NATIONALE	E	405 $
			Sous-total		6 262 $
2015-09-13G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 13 septembre 2015, dans des municipalités du Québec				
		15	LAURENTIDES	M	50 984 $
			Sous-total		50 984 $
2015-10-01G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant la résidence principale sise au 116,route143, dans la municipalité de Ulverton				
		05	ESTRIE	P	66 456 $
			Sous-total		66 456 $
2015-10-28G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes, vents violents et inondations survenus les 28 et 29 octobre 2015, dans des municipalités du Québec				
		15	LAURENTIDES	M	15 548 $
			Sous-total		15 548 $
2015-12-01G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Travaux de bris de couvert de glace réalisés du 1er décembre 2015 au 30 avril 2016, dans des municipalités du Québec				
		01	BAS-SAINT-LAURENT	M	41 268 $
		02	SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	M	5 854 $
		03	CAPITALE-NATIONALE	M	51 623 $
		12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	16 278 $
		14	LANAUDIÈRE	M	61 469 $
		16	MONTÉRÉGIE	M	82 267 $
		17	CENTRE-DU-QUÉBEC	M	58 526 $
			Sous-total		317 286 $
2016-01-05G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 5 au 31 janvier 2016, dans la ville de Gracefield				
		07	OUTAOUAIS	E	264 $
		07	OUTAOUAIS	M	740 $
			Sous-total		1 004 $
2016-01-11G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 11 au 13 janvier 2016, dans des municipalités du Québec				
		01	BAS-SAINT-LAURENT	P	17 557 $
		01	BAS-SAINT-LAURENT	E	37 896 $
		01	BAS-SAINT-LAURENT	M	4 272 $
		09	CÔTE-NORD	P	1 301 $
		11	GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	193 874 $
			Sous-total		254 899 $

Source :
Direction du rétablissement
28 février 2017

À noter que les données proviennent des systèmes de traitement des réclamations SAFIR et TRAFIQ

QP2 - 112 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2016-2017

Légende - Type : P : Particuliers; E : Entreprises; O : Organismes; M : Municipalités; R : MRC

Arrêté	Programme	Région administrative		Type	Aide versée
2016-02-24G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Tempête de verglas survenue les 24 et 25 février 2016, dans des municipalités du Québec				
		12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	1 863 $
			Sous-total		1 863 $
2016-02-25G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues les 25 et 26 février 2016, dans des municipalités du Québec				
		05	ESTRIE	P	36 610 $
		12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	172 022 $
		12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	E	311 825 $
		12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	13 911 $
		16	MONTÉRÉGIE	P	45 283 $
		16	MONTÉRÉGIE	M	2 126 $
		17	CENTRE-DU-QUÉBEC	P	34 954 $
		17	CENTRE-DU-QUÉBEC	M	21 191 $
			Sous-total		637 922 $
2016-03-09G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 9 au 11 mars 2016, dans des municipalités du Québec				
		12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	20 421 $
		12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	2 503 $
			Sous-total		22 923 $
2016-03-17G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Glissement de terrain survenu le 17 mars 2016, dans la municipalité de Saint-François-du-Lac				
		17	CENTRE-DU-QUÉBEC	E	600 $
			Sous-total		600 $
2016-03-22G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Dommages causés au 2e Rang Ouest, dans la municipalité de Saint-Samuel, à la suite d'un glissement de terrain survenu le 17 mars 2016				
		17	CENTRE-DU-QUÉBEC	M	10 410 $
			Sous-total		10 410 $
2016-03-31G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues 31 mars au 3 avril 2016, dans des municipalités du Québec				
		07	OUTAOUAIS	P	777 $
		12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	10 177 $
		16	MONTÉRÉGIE	P	8 261 $
		16	MONTÉRÉGIE	M	12 574 $
			Sous-total		31 789 $
2016-04-14G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Risque imminent d'inondation, dans la municipalité de Blue Sea				
		07	OUTAOUAIS	P	3 927 $
		07	OUTAOUAIS	M	12 867 $
			Sous-total		16 794 $
2016-04-22G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant les résidences principales 2972 et 2982-2984, rue Édouard-Gobeil, dans la ville de Saguenay, arrondissement de La Baie				
		02	SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	P	142 487 $
		02	SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	M	9 231 $
			Sous-total		151 717 $
2016-05-06G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise au 401, 3e Rang de Peterborough Sud, dans la municipalité de Mandeville				
		14	LANAUDIÈRE	P	89 317 $
			Sous-total		89 317 $
2016-05-15G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Éboulis rocheux survenu le 15 mai 2016 et à l'imminence de mouvements de sol menaçant la résidence principale sise au 91, rue Sous-le-Cap, dans la ville de Québec				
		03	CAPITALE-NATIONALE	P	2 760 $
			Sous-total		2 760 $
2016-06-13G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 13 juin 2016, dans des municipalités du Québec				
		11	GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	46 064 $
		11	GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	M	17 946 $
			Sous-total		64 010 $

Source :
Direction du rétablissement
28 février 2017

À noter que les données proviennent des systèmes de traitement des réclamations SAFIR et TRAFIQ

QP2 - 112 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2016-2017

Légende - Type : P : Particuliers; E : Entreprises; O : Organismes; M : Municipalités; R : MRC

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
2016-06-20G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Vents violents et pluies abondantes survenus le 20 juin 2016, dans des municipalités du Québec			
		03 CAPITALE-NATIONALE	E	207 636 $
		07 OUTAOUAIS	M	14 765 $
		Sous-total		222 401 $
2016-06-21G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Vents violents survenus le 21 juin 2016, dans la municipalité d'Ivry-sur-le-Lac			
		15 LAURENTIDES	M	6 745 $
		Sous-total		6 745 $
2016-07-14G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents et survenus le 14 juillet 2016, dans des municipalités du Québec			
		09 CÔTE-NORD	M	2 974 $
		17 CENTRE-DU-QUÉBEC	E	1 193 $
		17 CENTRE-DU-QUÉBEC	M	13 510 $
		Sous-total		17 677 $
2016-07-15G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Vents violents et pluies abondantes survenus le 15 juillet 2016, dans la municipalité de Rivière-Beaudette			
		16 MONTÉRÉGIE	M	4 464 $
		Sous-total		4 464 $
2016-07-16G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 16 juillet 2016, dans la municipalité de Ham-Sud			
		05 ESTRIE	M	2 119 $
		Sous-total		2 119 $
2016-07-21G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus les 21 et 22 juillet 2016, dans des municipalités du Québec			
		02 SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	P	306 724 $
		02 SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	E	28 119 $
		03 CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	11 425 $
		03 CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	135 000 $
		Sous-total		481 267 $
2016-08-05G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Vents violents et pluies abondantes survenus le 5 août 2016, dans des municipalités du Québec			
		15 LAURENTIDES	P	1 104 $
		Sous-total		1 104 $
2016-08-13G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues les 13 et 14 août 2016, dans la municipalité de Wotton			
		05 ESTRIE	M	3 067 $
		Sous-total		3 067 $
2016-08-16G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues les 16 et 17 août 2016, dans des municipalités du Québec			
		05 ESTRIE	P	1 321 $
		05 ESTRIE	M	22 409 $
		03 CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	43 434 $
		Sous-total		67 164 $
2016-10-23G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Glissement de terrain survenu le 23 octobre 2016, dans la paroisse de Sainte-Marie-Salomé			
		14 LANAUDIÈRE	P	23 955 $
		Sous-total		23 955 $
2016-11-09G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Glissement de terrain survenu le 9 novembre 2016, dans la municipalité de Saint-Luc-de-Vincennes			
		04 MAURICIE	P	100 $
		Sous-total		100 $
2016-11-25G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Glissements de terrain survenus en novembre 2016, dans la paroisse de Sainte-Geneviève-de-Batiscan			
		04 MAURICIE	P	7 760 $
		Sous-total		7 760 $
2016-12-30G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues le 30 décembre 2016, dans des municipalités du Québec			
		01 BAS-SAINT-LAURENT	P	393 $
		09 CÔTE-NORD	P	124 454 $
		11 GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	24 779 $
		Sous-total		149 626 $
		TOTAL		**15 921 867 $**

Source :
Direction du rétablissement
28 février 2017

À noter que les données proviennent des systèmes de traitement des réclamations SAFIR et TRAFIQ

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE **- 01.05**

QUESTION 116 : Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l' obligation et à l'implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.

Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie

Au 28 février 2017, les 103 autorités régionales ont déposé leur schéma de couverture de risques en sécurité incendie et obtenu une attestation de conformité.

Ventilation par régions

RÉGIONS	SCHÉMAS ATTESTÉS	SCHÉMAS À COMPLÉTER	SCHÉMAS EN VOIE D'ÊTRE ATTESTÉS	
Bas-Saint-Laurent	8	-	-	La Matanie, La Matapédia, La Mitis, Rimouski-Neigette, Rivière-du-Loup, Témiscouata, Kamouraska, Les Basques
Saguenay-Lac-Saint-Jean	5	-	-	Le Domaine-du-Roy, Le Fjord-du-Saguenay, Lac-Saint-Jean-Est, Maria-Chapdelaine, Saguenay
Capitale-Nationale	7	-	-	Charlevoix-Est, L'Île-d'Orléans, La Jacques-Cartier, Portneuf, Agglomération de Québec, La Côte-de-Beaupré, Charlevoix
Mauricie	6	-	-	Agglomération de La Tuque, Maskinongé, Shawinigan, Trois-Rivières, Mékinac, Les Chenaux
Estrie	7	-	-	Coaticook, Memphrémagog, Sherbrooke, Le Val-Saint-François, Le Haut Saint-François, Les Sources, Le Granit

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE **- 01.05**

QUESTION 116 : Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l' obligation et à l'implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.

Ventilation par régions (*suite*)

RÉGIONS	SCHÉMAS ATTESTÉS	SCHÉMAS À COMPLÉTER	SCHÉMAS EN VOIE D'ÊTRE ATTESTÉS	
Montréal	1	-	-	Agglomération de Montréal
Outaouais	5	-	-	Les Collines-de-l'Outaouais, Gatineau, Papineau, La Vallée-de-la-Gatineau, Pontiac
Abitibi-Témiscamingue	5	-	-	Abitibi, Rouyn-Noranda, Témiscamingue, La Vallée-de-l'Or, Abitibi-Ouest
Côte-Nord	6	-	-	Le Golfe-du-Saint-Laurent, La Haute-Côte-Nord, Manicouagan, Minganie, Sept-Rivières, Caniapiscau
Nord-du-Québec	2	-	-	Administration régionale Kativik, Gouvernement régional Eeyou Istchee Baie-James
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	6	-	-	Bonaventure, La Côte-de-Gaspé, La Haute-Gaspésie, Les Îles-de-la-Madeleine, Le Rocher-Percé, Avignon
Chaudière-Appalaches	10	-	-	Bellechasse, Les Etchemins, L'Islet, Lévis, Lotbinière, La Nouvelle-Beauce, Montmagny, Robert-Cliche, Les Appalaches, Beauce-Sartigan

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE **- 01.05**

QUESTION 116 : Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l' obligation et à l'implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.

Ventilation par régions (*suite*)

RÉGIONS	SCHÉMAS ATTESTÉS	SCHÉMAS À COMPLÉTER	SCHÉMAS EN VOIE D'ÊTRE ATTESTÉS	
Laval	1	-	-	Laval
Lanaudière	6	-	-	D'Autray, Les Moulins, Joliette, Matawinie, L'Assomption, Montcalm
Laurentides	8	-	-	Antoine-Labelle, Argenteuil, Les Laurentides, Les Pays-d'en-Haut, La Rivière-du-Nord, Thérèse-De Blainville, Deux-Montagnes, Mirabel
Montérégie	15	-	-	Acton, Brome-Missisquoi, Le Haut-Richelieu, Marguerite-D'Youville, Agglomération de Longueuil, Pierre-De Saurel, La Vallée-du-Richelieu, Vaudreuil-Soulanges, Les Maskoutains, Rouville, Le Haut-Saint-Laurent, Les Jardins-de-Napierville, Roussillon, Beauharnois-Salaberry, La Haute-Yamaska
Centre-du-Québec	5	-	-	Arthabaska, Bécancour, L'Érable, Drummond, Nicolet-Yamaska

Stratégies et orientations pour les schémas de couverture de risques en sécurité civile

Le ministère de la Sécurité publique (MSP) a priorisé la réalisation et la mise en œuvre des schémas de couverture de risques incendie par les MRC et les municipalités découlant de la Loi sur la sécurité incendie plutôt que de lancer la démarche municipale prévue à la Loi sur la sécurité civile dans laquelle s'inscrivait l'implantation des schémas de sécurité civile.

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE **- 01.05**

QUESTION 117 : Détail de l'état de préparation du ministère pour le support, l'accompagnement et/ou l'arrimage avec les municipalités de plus de 100 000 habitants lors de sinistres majeurs.

Peu importe le nombre d'habitants dans une municipalité :

- La municipalité est maître d'œuvre de la sécurité civile sur son territoire. Concrètement, lors d'un sinistre, la municipalité a la responsabilité première de mettre en place les mesures qui s'imposent pour protéger ses citoyens. Le rôle de la sécurité civile du MSP est de venir appuyer les municipalités dans ses actions. Le ministère est proactif dans ses interventions et s'assure que la municipalité a les ressources nécessaires pour répondre aux besoins des sinistrés.

- Lorsque des événements exceptionnels surviennent, le MSP est toujours prêt à soutenir les municipalités et intervenir en mettant à leur disposition les ressources et l'expertise des différents ministères et organismes, par l'intermédiaire des organisations régionales de sécurité civile et de l'Organisation de sécurité civile du Québec.

- Le MSP coordonne l'action gouvernementale et, lorsque la situation le requiert, dépêche du personnel sur les lieux pour aider les municipalités.

Aide financière :

- Le Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents permet d'accorder une aide financière aux municipalités pour le déploiement de mesures préventives temporaires, de mesures d'intervention ou de rétablissement, pour la réparation des dommages aux biens essentiels ainsi pour le développement de sites d'accueil si nécessaire. Le programme permet également d'accorder une aide financière aux particuliers et aux entreprises sinistrés.

- Ce programme est mis en œuvre dans les jours suivant le sinistre, ce qui permet aux municipalités touchées de recevoir une aide financière très rapidement.

- Au besoin, le MSP procède à l'ouverture de bureaux temporaires d'aide financière directement sur le territoire des municipalités touchées afin d'aider leurs sinistrés, autant les particuliers que les entreprises. Ces bureaux permettent de rencontrer les sinistrés et d'ouvrir leur réclamation d'aide financière. Des chèques peuvent être remis aux sinistrés dans les 24 à 48 h suivant la rencontre.

- Le montant de la participation financière de la municipalité selon ce programme est fixé en fonction de l'évaluation démographique de la municipalité. Les trois premiers dollars par habitant de dépenses admissibles sont assumés entièrement par la municipalité. Pour recevoir une aide financière, le montant des dépenses admissibles de la municipalité doit donc dépasser le triple de sa population. Par exemple, pour une municipalité de 100 000 habitants, ses dépenses admissibles doivent dépasser 300 000 $ pour que le MSP lui accorde une aide financière.

- Si une municipalité est en difficulté financière lors du sinistre ou en raison du sinistre, le programme permet d'annuler, en tout ou en partie, sa participation financière après analyse de sa situation.

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE **– 01.05**

QUESTION 118 : Échéancier et copie de la refonte (et des modifications) de la loi sur la sécurité civile.

Les documents visés par votre demande ne peuvent être communiqués en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE **- 01.05**

QUESTION 119 : Description des postes des employés des directions et bureaux régionaux de la sécurité civile.

DIRECTIONS	PERSONNEL DE SOUTIEN ET TECHNICIENS	PROFESSIONNELS	CADRES
Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie[1]	45	119	16
Direction régionale du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	1	5	1
Direction régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord	2	4	1
Direction régionale de la Capitale-Nationale, de Chaudière-Appalaches et du Nunavik	0	4	1
Direction régionale de la Mauricie et du Centre-du-Québec	1	4	1
Direction régionale de la Montérégie et de l'Estrie	1	6	1
Direction régionale de Montréal, Laval, Lanaudière et des Laurentides	2	4	1
Direction régionale de l'Outaouais, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec	2	4	1

[1] La direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie inclut les directions régionales

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE **– 01.05**

QUESTION 120 : Liste des règlements découlant de la Loi sur la sécurité civile.

Règlement sur les normes, les spécifications et les critères de qualité applicables aux centres d'urgence 9-1-1 et à certains centres secondaires d'appels d'urgence
http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=//S_2_3/S2_3R2.htm

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 124: **La liste et la description des efforts de réduction de dépenses effectuées par l'École nationale de police à la demande du Conseil du trésor pour 2015-2016 et 2016-2017. Prévisions pour 2017-2018.**

Exercice financier 2015-2016

Mesures de réduction 2015-2016
avec récurrence sur les prochains exercices financiers
(en milliers de $)

Masse salariale	581,4
Non renouvellement d'employés occasionnels	
Réduction du temps supplémentaire	
Dépenses de fonctionnement	247,1
Loyer	
Autres mesures	
Dépenses administratives	
TOTAL	828,5

Exercice financier 2016-2017

Mesures de réduction 2016-2017
avec récurrence sur les prochains exercices financiers
(en milliers de $)

Masse salariale	937,3
Non renouvellement d'employés occasionnels	
Réduction du temps supplémentaire	
Dépenses de fonctionnement	247,1
Loyer	
Autres mesures	
Dépenses administratives	
TOTAL	1184,4

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 124: **La liste et la description des efforts de réduction de dépenses effectuées par l'École nationale de police à la demande du Conseil du trésor pour 2015-2016 et 2016-2017. Prévisions pour 2017-2018.**

Prévisions - Exercice financier 2017-2018

Prévisions - Mesures de réduction 2017-2018
avec récurrence sur les prochains exercices financiers
(en milliers de $)

Masse salariale	
Non renouvellement d'employés occasionnels	
Réduction du temps supplémentaire	
Non remplacement de retraites et départs	
Optimisation des ressources	
Total - masse salariale	1001,6
Dépenses de fonctionnement	
Loyer	
Autres mesures	
Dépenses administratives	
Total - dépenses de fonctionnement	182,8
Grand total	1184,4

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE **- 03.04**

QUESTION 134 : État de la mise en œuvre des modifications législatives à la Loi sur la police, dont le nombre de demandes d'excuses, le nombre de dossiers à l'étude, etc.

Depuis l'entrée en vigueur du projet de loi 80, le 15 juin 2006, 474[1] demandes d'excuses ont été traitées par le bureau du Commissaire à la déontologie policière et soumises au Comité de déontologie policière depuis le 3 novembre 2006. Le Comité de déontologie policière a rendu 474 décisions, dont 60 défavorables aux policiers requérants.

Au cours de l'année financière 2016-2017, 20 demandes d'excuses ont été traitées par le bureau du Commissaire à la déontologie policière et soumises au Comité de déontologie policière qui, au cours de la même période, a rendu 22 décisions.

[1] Données en date du 13 mars 2017.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION **-01.04**

QUESTION 135 : Pour 2015-2016 et 2016-2017, et pour les six années précédentes, le nombre d'enquêtes indépendantes déclenchées par le ministre après qu'une personne autre qu'un policier en devoir, soit décédée ou ait subie une blessure grave ou ait été blessée par une arme à feu utilisée par un policier, lors d'une intervention policière ou lors de sa détention par un corps de police.

Année	Suicide ou tentative de suicide causant une blessure grave dans le cadre d'une intervention policière	Décès par balle ou blessure grave par balle dans le cadre d'une intervention policière	Décès ou blessure grave dans le cadre d'une intervention policière (autre que par balle)	Décès ou blessure grave à la suite d'une poursuite policière avec véhicule	Suicide ou tentative de suicide causant une blessure grave lors de la détention policière	Décès ou blessure grave lors de la détention policière	Total
2010	9	10	4	3	0	2	28
2011	7	22	2	6	0	0	37
2012	10	12	6	6	3	2	39
2013	19	10	2	5	2	1	39
2014	15	9	5	6	0	0	35
2015	10	14	11	4	1	1	41
2016*	4	8	3	1	0	1	17

*** À noter que l'année 2016 couvre uniquement la période s'échelonnant du 1er janvier 2016 au 26 juin 2016 puisque le Bureau des enquêtes indépendantes a amorcé ses opérations le 27 juin 2016.**

Pour consulter les statistiques sur les enquêtes indépendantes déclenchées depuis le 27 juin 2016, voir le lien ci-dessous.
https://www.bei.gouv.qc.ca/enquetes/statistiques.html

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER **- 03.03**

QUESTION 143 : Les délais d'investigation et de traitement des dossiers.

En avril 2014, le Protecteur du citoyen déposait un rapport concernant les délais d'investigation au Bureau du coroner (BC). Il faisait alors état d'un délai moyen global (entre la date de l'avis et la date de fermeture du dossier) de l'ordre de 12,2 mois, et ce, pour 3 812 dossiers d'investigation terminés. De plus, à partir d'un échantillon aléatoire stratifié, les délais ont été mesurés pour 4 différentes catégories d'investigation. Le Protecteur demandait au BC de prendre des mesures (via le dépôt d'un plan d'action) afin de diminuer ces délais.

Le BC déposait le 5 juin 2014 un plan d'action visant entre autres à diminuer les délais d'investigation, lequel est disponible dans le site Internet de l'organisme. La quatrième et dernière mise à jour de ce plan, basée sur une mesure des délais au 31 décembre 2016, a d'ailleurs été présentée au Protecteur du citoyen le 23 mars dernier lors d'une rencontre de suivi portant notamment sur l'évolution des délais depuis 2014.

Vous trouverez cet état de situation ci-dessous. Dans la foulée du plan d'action, deux grands paramètres ont été développés : le premier concerne l'âge des dossiers d'investigation actifs, c'est-à-dire le futur, et le deuxième concerne l'âge des dossiers d'investigation terminés, qui est une mesure de la performance passée. Les résultats relatifs à ces deux paramètres sont les suivants :

Les dossiers d'investigation actifs

Le nombre de dossiers d'investigation actifs est passé de **4 567** le 27 février 2014 (peu avant le dépôt du rapport du Protecteur) à **4 241** le 31 décembre 2016 : une **baisse de 7,1 %**.

Le délai moyen pondéré applicable aux dossiers d'investigation actifs est passé de **11,6 mois** le 27 février 2014 à **7,5 mois** le 31 décembre 2016 : une **baisse de 35,3 %**.

Le pourcentage de dossiers d'investigation actifs dépassant 12 mois d'âge est passé de **35 %** le 27 février 2014 à **19 %** le 31 décembre 2016 : une **baisse de 16%**.

Les dossiers d'investigation terminés

En 2012 (année de l'échantillon utilisé par le Protecteur du citoyen), le nombre de dossiers d'investigation terminés (excluant les entrées et les sorties de corps) était de **3 810**. Alors qu'il avait augmenté à **4 248** en 2015, il se situait à **3 365** en 2016. La diminution du nombre de dossiers fermés en 2016 s'explique par une combinaison de facteurs :

- la livraison plus rapide des projets de rapports par les coroners se fait parfois au détriment de la qualité de sorte que plusieurs échanges et demandes de changements sont nécessaires, retardant la fermeture du dossier;
- le resserrement parallèle des critères de qualité que doivent respecter les rapports d'investigation;
- l'implantation du nouveau système informatique GECCO en mai 2016 a comporté son lot d'impondérables, monopolisé des ressources normalement affectées à l'assurance qualité et augmenté globalement le temps de traitement des dossiers.

La situation devrait toutefois se résorber en 2017 compte tenu de :

- l'élaboration d'une directive claire et synthétique sur les normes de qualité que doit respecter un rapport d'investigation, laquelle a été distribuée ce printemps à tous les coroners;
- l'embauche d'un technicien en assurance qualité supplémentaire afin d'ajuster les cadences de production des rapports et de traitement des dossiers.

Le délai moyen pondéré pour l'ensemble des dossiers terminés est passé de **12,2 mois** en 2012 à **10,9 mois** le 31 décembre 2016 : une **baisse de 10,7 %**.

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER **- 03.03**

QUESTION 143 : Les délais d'investigation et de traitement des dossiers.

Les constats

Dans l'ensemble, nos statistiques confirment que les efforts mis en place pour réduire les délais d'investigation portent leurs fruits.

Ces efforts sont d'ailleurs constants et le demeureront. En plus des rappels officiels lors des colloques annuels de formation et par l'entremise de notes formelles, la coroner en chef sensibilise couramment les coroners accusant de plus longs délais dans le cadre d'échanges directs avec eux. La sensibilisation porte non seulement sur la réduction des délais, mais aussi sur la qualité des investigations qui doit tout aussi impérativement être préservée. Parallèlement, les quelques coroners présentant toujours des retards importants ou manifestant d'autres problématiques liées à leur travail d'investigation font l'objet d'un suivi rigoureux par des mentors spécifiquement désignés pour les aider. Ce soutien de proximité demeurera en place aussi longtemps que nécessaire, jusqu'à ce que les délais et/ou la qualité des rapports des coroners ciblés s'améliorent.

Le BC a également pris l'habitude de convier ses principaux partenaires opérationnels et fournisseurs d'expertises lors des colloques afin de les sensibiliser aussi aux délais et de les mettre à contribution dans la recherche de façons de faire toujours plus efficaces. À ce chapitre, mentionnons que de manière générale, les investigations comportant au minimum une autopsie ou une expertise se concluent plus rapidement en 2016 qu'en 2012. Alors qu'elles étaient les plus longues, les investigations avec autopsie et autre expertise ont connu la meilleure amélioration de leur délai moyen, qui a diminué de 21,9 %. Cette diminution reflète les efforts permanents de sensibilisation des partenaires policiers et scientifiques à l'importance de réduire les délais de livraison des résultats de leurs expertises.

De plus, la tenue récente de deux concours de recrutement de coroners, à temps plein pour la région de Montréal et à temps partiel partout au Québec, permet d'espérer la nomination de nouveaux coroners en 2017. L'élargissement du bassin de coroners favorisera la répartition du travail et l'amélioration continue des délais.

Enfin, la mise en place de divers outils (ligne téléphonique 1 888 CORONER, système GECCO, accès en ligne pour les coroners à certaines informations de la RAMQ, etc.) contribue à faire diminuer les délais.

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER **- 03.03**

QUESTION 144 : État d'avancement des recommandations formulées par le Protecteur du citoyen, notamment en ce qui concerne les délais d'investigation.

Veuillez vous référer à la question précédente (143) du deuxième groupe de l'opposition en ce qui a trait aux délais d'investigation.

Concernant les recommandations du Protecteur du citoyen, nous vous rappelons que :

- le Protecteur du citoyen a déposé son rapport le 17 avril 2014;
- le rapport demandait au Bureau du coroner de produire d'ici le 5 juin 2014 un plan d'action afin d'assurer le suivi de ses recommandations;
- le plan d'action a été transmis au Protecteur du citoyen le 12 juin 2014.

Ce plan d'action :

- a été déposé aux parlementaires formant la Commission des institutions le 11 septembre 2014;
- est disponible dans le site Internet du Bureau du coroner;
- a fait l'objet de quatre mises à jour depuis son dépôt. La quatrième a été présentée le 23 mars 2017 aux représentants du Protecteur du citoyen dans le cadre d'une rencontre visant à conclure sur le suivi des recommandations formulées par ce dernier.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES **- 03.02**

QUESTION 150 : Mesures mises en œuvre par la CQLC pour maximiser le nombre de personnes pouvant fréquenter le centre Kapatakan Gilles Jourdain dont la capacité est de 20 lits.

La Commission est une instance décisionnelle qui décide en toute indépendance et impartialité, de la mise en liberté sous condition des personnes incarcérées dans un établissement de détention provincial. Conformément à la Loi sur le système correctionnel du Québec, elle rend des décisions en tenant compte de tout renseignement nécessaire et disponible au sujet des personnes contrevenantes.

L'article 19 de la Loi détermine les renseignements sur lesquels doit s'appuyer la Commission et qui doivent lui être communiqués par les Services correctionnels. Ces renseignements comprennent nécessairement ceux prévus aux paragraphes 6 et 10 de l'article 19, à savoir : *« l'évaluation et le plan d'intervention correctionnel de la personne contrevenante »* ainsi que *« le projet de réinsertion sociale et la confirmation de l'admission dans une ressource communautaire ou dans un programme, le cas échéant »*. En d'autres mots, ce n'est pas la Commission qui élabore le plan de sortie de la personne contrevenante ou qui en choisit la teneur. La Commission prend entre autres, connaissance du plan de réinsertion sociale qui comprend souvent un séjour en ressource, et décide en fonction de critères établis par la loi, si la personne contrevenante peut ou pas, bénéficier d'une mesure de mise en liberté sous condition qui ne compromette pas la protection de la société et qui favorise une réinsertion sociale graduelle et sécuritaire.

Conséquemment, il ne revient pas directement à la Commission de mettre en œuvre des mesures visant à maximiser le nombre de personnes pouvant fréquenter le Centre Kapatakan Gilles Jourdain. Cependant, lorsqu'elle prend connaissance de dossiers comprenant une mesure de séjour au CRC Kapatakan Gilles Jourdain, la Commission doit appliquer les principes des arrêts Gladue[1] et Ipeelee[2] de la Cour suprême du Canada afin de rendre des décisions qui soient guidées par la nécessité d'examiner les facteurs systémiques ou historiques distinctifs et considérer les types de mesures qui, dans les circonstances, peuvent être appropriées à l'égard des délinquants en raison de leur héritage ou de leurs attaches autochtones, le tout dans le respect des critères établis à l'article 155 de la Loi sur le système correctionnel du Québec.

Par ailleurs, afin de rendre des décisions éclairées, les membres de la Commission doivent et veillent à maintenir leurs connaissances à jour. En février 2014, les représentants du Centre Kapatakan Gilles Jourdain accompagnés de représentants des Services correctionnels, ont été invités dans le cadre d'une réunion des membres de la Commission à venir présenter la ressource et expliquer les programmes offerts de même que la structure de fonctionnement. L'ouverture du centre résidentiel communautaire (CRC) engendre des échanges entre la CQLC et les SCQ quant aux défis qui se posent mais également, quant aux meilleures façons de faire afin de mieux desservir ces clientèles. Une agente de liaison de la CQLC siège d'ailleurs, sur le comité de suivi d'implantation de la ressource et s'assure d'alimenter les infirmations au bottin des ressources de la CQLC.

La Commission attend donc poursuivre sa collaboration avec les SCQ afin de favoriser, lorsque les circonstances s'y prêtent, l'utilisation de cette ressource spécialisée et maintenir auprès des membres de la Commission des actions de sensibilisation et de formation favorisant notamment l'applicabilité des principes de l'Arrêt Gladue de la Cour suprême du Canada, dans le cadre des décisions qu'elle rend.

[1] R. c. Gladue, [1999] 1 RCS 688
[2] R c. Ipeelee, 2012 CSC 13

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX **- 03.01**

QUESTION 162 : Depuis 2006, le nombre de contrôles antidopage effectués par la RACJ, un organisme affilié ou des employés, le nombre positif, les sanctions liées, les heures et lieux des contrôles. Ventilé par sport.

COURSES	2016-2017	2015-2016	2014-2015	2013-2014	2012-2013	2011-2012	2010-2011
Nombre de contrôles anti-dopage	1 491	1 439	1 419	1 561	940	683	353
Nombre positifs	2	6	7	12	3	2	2

Conformément à l'application du Calendrier de conservation des documents de la Régie, les données ne sont pas disponibles pour les autres années antérieures.

Sanctions liées : une suspension de 30 jours pour l'entraîneur dont le cheval a testé positif et aucune intervention dans le cas du positif chez l'humain (médication sous prescription).
Les heures et les lieux des contrôles ne sont pas disponibles.

SPORTS DE COMBAT	2016-2017	2015-2016	2014-2015	2013-2014	2012-2013	2011-2012	2010-2011
Nombre de contrôles anti-dopage	60	60	78	46	6	12	24
Nombre positifs	0	0	0	0	0	0	1 [1]
Heures et lieux	Métropolis, Centre sportif Ste-Foy, Casino de Montréal, Centre Bell, La Tohu, Centre Videotron de Québec	Centre Bell, Colisée Pepsi, Complexe Gilles Tremblay, Centre Vidéotron, Casino de Montréal, Casino du Lac-Leamy	Centre Bell, Colisée Pepsi, Pavillon Jeunesse Québec	Centre Bell, Colisée Pepsi, Pavillon Jeunesse Québec	Centre Bell	Centre Bell et Colisée Pepsi	Centre Bell et Colisée Pepsi

Conformément à l'application du Calendrier de conservation des documents de la Régie, les données ne sont pas disponibles pour les autres années antérieures.

[1] Généralement, les boxeurs testés positifs sont retirés des programmes de boxe subséquents par le promoteur, donc la Régie n'a pas à sanctionner.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - **03.01**

QUESTION 163 : **Les revenus découlant du nouveau Règlement sur les systèmes de loteries et aux Règles sur les systèmes de loteries entreront en vigueur pour autoriser la mise sur pied et l'exploitation des tirages moitié-moitié sous l'égide d'une licence délivrée par la Régie des alcools, des courses et des jeux.**

	2014-2015 (1)	**2015-2016**	**2016-2017**
Nombre de licences délivrées	101 (2)	749	712
Revenus	23 165 $	159 457 $	157 514 $

(1) Le règlement créant la licence de moitié-moitié est entré en vigueur le 1er janvier 2015
(2) Le nombre de licences délivrées entre le 1er janvier et le 28 février 2015

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 165 : Pour chaque corps de police non autochtone du Québec, pour les années 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017, indiquer les coûts et le nombre d'interventions conduites en territoire autochtone. Séparer ces données entre les interventions ayant eu lieu sur des territoires couverts par des corps de police autochtone de celles ayant eu lieu hors de ces territoires.

Le ministère ne dispose pas de cette information pour les corps de police municipaux.

En ce qui à trait aux interventions de la Sûreté du Québec, veuillez vous référer au cahier de la Sûreté du Québec.

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 166 : Fournir la planification des sommes assignées à la transition vers la SQ des tâches et responsabilités du corps de police de Mashteuiatsh pour 2017-2018 dans le contexte de l'abolition du service de police de la réserve prévue pour le 31 mars 2016.

L'*Avenant à l'Entente sur la prestation des services policiers dans la communauté de Mashteuiatsh pour la période du 1er avril 2015 au 31 mars* 2016 (Entente 2015-2016) a été signé en mars 2016, prolongeant ainsi l'Entente tripartite 2015-2016 jusqu'au 31 mars 2018. Par conséquent, le corps de police de Mashteuiatsh est maintenu et financé jusqu'en 2018. Puisque le corps de police n'a pas été aboli, il n'y aura aucun frais associé à la transition du corps de police autochtone vers la SQ pour l'année 2017-2018.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - **01.04**

QUESTION 167 :	**Concernant le rapport du Protecteur du citoyen sur les conditions de détention du Nunavik publié le 18 février 2016, fournir les budgets et les ETC prévus en 2017-2018 pour mettre en oeuvre les recommandations. Fournir également tout plan d'action et échéancier prévu par le ministère ou le gouvernement.**

En ce qui concerne le MSP, les actions posées afin de mettre en œuvre les recommandations de la Protectrice du citoyen touchent la réorganisation du travail, les liens fonctionnels avec l'Administration régionale Kativik et l'élaboration d'outils de suivi. Elles sont réalisées à même les effectifs et les budgets disponibles.